

PROCHE-ORIENT

LA MISSION DE M. CYRUS VANCE

Le secrétaire d'Etat américain s'efforce de ménager ses interlocuteurs israéliens

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est en ami que M. Vance a été accueilli, mardi 15 février, à Jérusalem. Prudent dans ses jugements, le secrétaire d'Etat a montré un évident souci de ménager ses interlocuteurs. Ces derniers en ont bien conscience, vingt-quatre heures après le choc terrible des révélation faites au tribunal par M. Yadin, qui ont éclaboussé le parti au pouvoir (le *Le Monde* du 16 février).

M. Vance, dont c'est le premier voyage à l'étranger, a d'abord demandé de ne pas être transporté dans la grande voiture noire blindée de son prédécesseur. Le protocole est réduit au minimum, et les discours sont brefs. Dès sa descente d'avion, le secrétaire d'Etat s'est vu rassuré, affirmant que les Etats-Unis se considéraient comme les garants de la sécurité d'Israël et soulignant la profonde amitié qui, depuis longtemps, unit les deux pays.

Dans son allocution de bienvenue, M. Alton a déclaré qu'il espérait que l'année 1977 marquerait un progrès vers la paix. « Beaucoup trop de temps est passé », déclare le ministre israélien des affaires étrangères, depuis la conclusion des accords de désarmement, et nous devons tout faire pour éviter la stagnation. Israël est donc prêt pour le mouvement. C'est exactement ce qu'avait déclaré le veille, pour l'administration Carter, M. Vance aux correspondants de la presse israélienne à Washington. Il est significatif que, vingt-cinq jours seulement après l'entrée de M. Carter à la Maison Blanche, une des premières missions di-

plomatiques soit réservée au Proche-Orient. Cette priorité aurait inquiété les Israéliens du temps de M. Kissinger. Il n'en est pas de même avec l'administration actuelle, qui semble devoir s'orienter aussi complètement que possible vers ce qui est proposé — et éventuellement imposé — des solutions.

M. Vance prend en considération trois points essentiels, en vue de la recherche d'un règlement : la paix, le repli (des forces israéliennes) et les intérêts légitimes des Palestiniens. Ces points ont été exposés aux journalistes israéliens à Washington, mais sans qu'on puisse préciser comment le secrétaire d'Etat envisage de les aborder. Cette question, s'il est dit, sera examinée au cours de ses entretiens dans les capitales du Proche-Orient.

Les questions de nos confrères ont porté essentiellement, comme c'est prévisible, sur les Palestiniens. Pour M. Vance, l'O.L.P. ne peut être considérée comme un interlocuteur tant qu'elle n'aura pas reconnu l'Etat d'Israël et accepté les résolutions 242 (après la guerre de 1967) et 338 (après la guerre de 1973) du Conseil de sécurité prévoyant un mode de règlement. Il n'en pense pas moins cependant que la question des « droits légitimes des Palestiniens » est essentielle à l'établissement de la paix. En somme, c'est la formule « des Palestiniens, oui ; l'O.L.P., non », que M. Ygal Allon avait lancée aux jour-

Le dossier blâfi

Sur le plan bilatéral, ce n'est pas un mince dossier qui sera examiné. En plus des problèmes de routine, comme l'aide économique, quelques questions ont surgi récemment, qui ont préoccupé Jérusalem. Il y a d'abord le veto de Washington à la vente, déjà conclue, de vingt-quatre avions de combat israéliens Kfir à l'Equateur. Ce marché est d'une importance considérable pour l'industrie de guerre israélienne. Jérusalem craint que ce précédent ne lui ferme les débouchés qui s'ouvrent dans d'autres pays d'Amérique latine.

Les Américains, qui ont fourni le réacteur du Kfir, estiment que le achat de cet appareil perfectionné risque d'engager l'Amérique latine dans une dangereuse escalade. Les Etats-Unis et les Israéliens n'ont pas perdu l'espoir de faire changer Washington d'avis, en arguant notamment qu'aucun veto ne pourrait empêcher la vente à des Etats sud-américains du Mirage français ou d'autres avions. Il sera sans doute aussi question de la fourniture à Israël, prévue par l'administration Ford, de bombes « à conduction » (le *Monde* du 10 février) que la Maison-Blanche n'a pas très envie de livrer, malgré l'engagement de Jérusalem de ne s'en servir que si deux pays l'attaquent simultanément. Ces bombes, d'un effet redoutable, ne sont en possession que de l'armée américaine. Ce que l'on craint le plus, redouter ici, c'est un réexamen des engagements pris par Washington sur le plan des fournitures militaires. Enfin, M. Vance sera sans doute interrogé sur l'opportunité de la récente déclaration du porte-parole du département d'Etat estimant illégaux les forages israéliens dans le gîte de Suez (le *Monde* du 16 février).

ANDRÉ SCAMAMA.

● Accord entre le gouvernement et la Histadrout. — Un accord est intervenu dimanche 13 février entre le gouvernement israélien et la centrale syndicale Histadrout, aux termes duquel, pendant les quatre prochains mois, c'est-à-dire jusqu'après les élections, les salaires, les impôts et les prix seront gelés. Toutefois, la Fédération des industries du secteur privé a refusé de se joindre à cet accord, qu'elle a qualifié de « manœuvre pré-électorale flageolante » et de « sabotage de papier contre la tempête de l'inflation » (près de 40 % en 1976). Si le gouvernement ne réussit pas à faire ratifier cet accord par la Knesset, où il est en minorité, il le promulguera en vertu des lois d'urgence toujours en vigueur. — (A.F.P., Reuters.)

AFRIQUE

Maroc

Un « Rassemblement national des indépendants » sera prochainement constitué

De notre correspondant

Rabat. — La scène politique marocaine s'est brusquement animée la semaine dernière : le comité central de l'istiqal et la commission administrative nationale de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) se sont réunis, tandis qu'était annoncée la prochaine création d'un « Rassemblement national des indépendants ».

Prenant acte des résultats très positifs obtenus par les candidats indépendants aux élections municipales et communales du 12 novembre 1976, et aux élections des assemblées préfectorales et provinciales du 26 janvier, diverses personnalités entendant élaborer dans la foulée de ce succès une charte politique, économique et sociale. Celle-ci formulera les principes directeurs de l'action des élus indépendants — actuels et futurs, car le processus engagé en novembre doit aboutir à l'élection d'un Parlement appelé à siéger, en principe, le 8 avril prochain.

C'est de Sidi-Harrazem, station thermale proche de Fès, qu'est partie la première impulsion du « Rassemblement des indépendants », dont un des initiateurs a été M. Ahmad Alaoui, directeur des journaux *le Matin* et *Maroc Soir*, et président nouvellement élu de l'assemblée provinciale de Fès.

Depuis, le secrétaire général de l'istiqal, M. Mohamed Boucetta, vient de prononcer devant le comité central de son parti un réquisitoire contre ce qu'il a appelé la « mascarade » des élections des assemblées préfectorales et provinciales, en citant des faits révélateurs, selon lui, des interventions, des pressions et des contraintes de l'appareil administratif pour fausser le jeu démocratique. Le comité central a réclamé une « enquête impartiale », l'annulation des élections du 26 janvier, et un nouveau scrutin. Il a également demandé la constitution d'un nouveau gouvernement avant le déroulement des prochaines élections, « pour veiller à l'instauration d'un régime démocratique » — gouvernement dans lequel « la part de l'istiqal assurera ses responsabilités ».

Le premier secrétaire de l'U.S.F.P., M. Abderrahim Bouabib, nous a dé-

Le prix du non-conformisme

« Il n'y a pas chez nous de prisonniers politiques. Il y a des prisonniers d'éthique », déclare le roi Hassan II à l'Europe 1. Le royaume compte donc depuis le 15 février ont trente-sept « prisonniers d'éthique » supplémentaires après le verdict particulièrement lourd rendu par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca à l'encontre de militants et sympathisants marxistes (le *Monde* du 16 février). Parmi eux, M. Abraham Serfaty, condamné, avec quarante-trois autres inculpés, dont trente-neuf par contumace, à la détention perpétuelle, paye durement sa fidélité à ses convictions.

Au-delà des délits comme toute mineurs qui leur étaient reprochés — distribution de tracts, participation à des réunions, édition de bulletins rancoyés, — ce qui n'a pas été pardonné aux accusés, c'est leur refus de respecter les règles du jeu politique marocain telles qu'elles sont actuellement

fixées : le dénonciement en effet la « mystification » que constitue, selon eux, la politique de « libéralisation » et de « démocratisation » mise en œuvre depuis le succès de la « marche verte ». Ils se refusent à considérer l'affaire du Sahara occidental comme « réglée », et n'hésitent pas à déclarer qu'il faut « demander leur avis aux principaux intéressés », les Sahraouis.

Le non-conformisme de ces positions explique non seulement la gravité des peines mais encore le silence embarrassé des partis d'opposition, et notamment de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), dont le presse s'est contentée de publier, sans commentaires, des comptes rendus plus ou moins épidémiques du procès (1). Mais la situation de ces formations, qu'il s'agisse de l'istiqal de M. Boucetta, du P.P.S. (communauté), de M. Ali Yata, ou du parti de M. Bouabib, devient de plus en plus délicate. Car si elles soutiennent toujours avec

fermeté la thèse de la marocanité du Sahara occidental, ne reculent pas, parfois, devant une surenchère nationaliste, elles s'interrogent de plus en plus sur la façon dont se déroule le processus électoral en cours, et accusent le gouvernement de « voler les élections ».

Le verdict de Casablanca, les poursuites intentées ces dernières semaines contre de nombreux militants de l'U.S.F.P., la brutalité avec laquelle des grèves de lycéens ont été réprimées, la censure de la presse d'opposition et l'interdiction, pour une durée illimitée, de notre journal, tous ces faits n'aident pas, on en conviendra, à rendre bien crédible l'image du « Maroc nouveau » que cherche à accréditer la propagande officielle.

DANIEL JUNQUA.

(1) Plusieurs avocats membres de l'U.S.F.P. ou proches de ce parti ont cependant participé activement à la défense des inculpés, sans pour autant passer leurs analyses politiques, notamment en ce qui concerne le Sahara occidental.

MERIT

Un goût de forte dans un tabac léger grâce au procédé "Enriched Flavor".



● Six ministres algériens, ainsi que l'ambassadeur d'Algérie à Paris, M. Bedjaoui, figurent sur la liste des candidats aux élections législatives qui auront lieu le 25 février.

Les ministres candidats à ces élections, d'après les listes électorales publiées récemment par la presse, sont M. M. Rabat Bittat, ministre d'Etat chargé des transports, Abdelmalek Temmam (Finances), Layachi Yaker (Commerce), Mahmoud Guennaz (Affaires combattantes), Abdelkader Zaibek (construction et travaux publics) et Abdellah Fadhel (Jeunesse et sports). — (A.F.P.)

EUROPE

Danemark

AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES

Fort poussée sociale-démocrate au détriment des libéraux et des radicaux

De notre envoyée spéciale

Copenhague. — Quelques 80 % des électeurs danois se sont rendus aux urnes, mardi 15 février, un peu plus de deux ans après la précédente consultation. Dès la fermeture des bureaux de vote, à 21 heures, le succès des sociaux-démocrates paraissait acquis, comme l'effondrement des libéraux et des radicaux, qui tombaient à leur niveau le plus bas depuis le début du siècle, le parti du progrès de M. Glistrup consolidant ses positions.

Peu avant minuit, le premier ministre sortant, M. Anker Jørgensen, donnait sa première conférence de presse dans l'ancienne salle du Landsting (Sénat), où les sociaux-démocrates étaient la victoire. « Nous allons pour la première fois constituer une majorité technique mais sur un consensus de solidarité », a déclaré M. Jørgensen. Il a noté que le succès de son parti avait dépassé ses espérances.

Le 23 janvier, le chef du gouvernement minoritaire social-démocrate au pouvoir depuis le 13 février 1970, avait dissous la Chambre unique et décidé de procéder à des élections anticipées dans l'espoir de renforcer l'assise parlementaire dont il avait besoin pour prendre des mesures indispensables au redressement économique du pays. Lors de la proclamation des résultats, peu après minuit, les sociaux-démocrates constataient qu'ils avaient gagné 71 % de voix et 12 sièges, portant ainsi leur représentation à 65 mandats sur le total de 175 sièges de la métropole. Il reste à élire 4 députés pour le Groenland et les îles Féroé.

Les grands vaincus sont les libéraux qui perdent la moitié de leurs sièges, tous ceux qu'ils avaient gagné en 1975, plus un.

Les voix libérales sont vraisemblablement allées aux conservateurs et au Centre démocratique, deux formations considérées depuis deux ans comme moribondes, et que certains s'attendaient à voir disparaître à brève échéance de l'Assemblée nationale de la vie politique. Ces deux partis, l'un très vieux, l'autre très jeune, ont opéré — surtout le second — des remaniements qui les ont étonnés eux-mêmes.

Les changements à gauche et à l'extrême gauche sont minimes : les communistes conservent leurs positions, les socialistes de gauche gagnent un siège, les socialistes du peuple (tendance titiste) en perdent deux, conséquence vraisemblable des racours qui les séparent depuis un an.

Des bouleversements assez sérieux affectent une partie du centre : les radicaux ont subi une défaite dont l'ampleur, toute proportion gardée, dépasse celle des libéraux. La représentation des chrétiens populaires est amputée du tiers.

Le parti du progrès a conquis deux sièges supplémentaires, mais c'est un gain assez maigre par rapport à ce qu'il espérait. Le parti des retraités n'a pas atteint le seuil des 2 % de suffrages qui lui aurait ouvert les portes du Parlement. Il a tout de même obtenu près de 37 000 voix.

La nouvelle Chambre comprend un parti de plus que la précédente, ce qui porte à onze le nombre de formations qui y sont représentées. Il s'agit des géorgiens, qui, après une longue éclipse, étaient rentrés au Folketing en 1973, en étant représentés en 1975 et qui seront désormais six députés.

NICOLE BERNHEIM.

LES RÉSULTATS DU 15 FÉVRIER 1977

PARTIS	VOIX		SIÈGES	
	Suffrages obtenus	Pourcentage (entre parenthèses, gains ou pertes)	Nombre	Gains ou pertes
Social-démocrate	1 156 085	71,1 (+ 7,1)	65	(+ 12)
Parti du progrès	443 532	14,6 (+ 1)	26	(+ 2)
Libéral	371 672	12 (- 13,4)	21	(- 21)
Conservateur	292 922	8,5 (+ 3)	15	(+ 5)
Centre démocratique	269 691	6,4 (+ 4,2)	11	(+ 7)
Socialiste du peuple	126 528	3,9 (- 1,1)	7	(- 2)
Communiste	114 434	3,7 (- 0,8)	7	(- 2)
Radical	113 332	3,6 (- 3,4)	6	(- 7)
Chrétien populaire	105 928	3,4 (- 1,9)	6	(- 3)
Géorgiste	102 769	3,3 (+ 1,5)	6	(+ 6)
Gauche socialiste	83 278	2,7 (+ 0,6)	5	(+ 1)
R-traités	26 329	0,9 (+ 0,9)	0	0

Italie

LA SARDAIGNE : une expérience d'autonomie

(Suite de la première page.)

La Sardaigne n'est pas la Corse. Sur ce point, tout le monde est d'accord, de M. Pillu aux notables les plus italianistes. « Nous, nous sommes encore un million et demi, nous n'avons pas eu de « pied-noir » et le gouvernement de Rome est, heureusement, moins centralisateur que celui de Paris. » On plaint de tout côté des vœux corse, dont on se sent plus proche que des Siciliens, mais qu'on connaît à peine, car les rapports entre les deux îles sont réduits à leur plus simple expression.

La difficulté, en Sardaigne, c'est que tout le monde loue l'autonomie, à commencer par les grands partis politiques. Mais le mot n'a pas le même sens pour tous. M. Andrea Raggio, qui sera probablement le premier président communiste de l'Assemblée régionale, nous l'a défini comme « une plus grande participation de la Sardaigne aux choix nationaux », alors que les « sardistes » réclament à cor et à cri une moindre « participation » des dirigeants nationaux aux choix de la Sardaigne.

« Nous ne sommes ni blancs ni noirs, sans doute plus laids que d'autres, mais nous sommes différents », affirme avec force un fonctionnaire régional, M. Antonello Satta, l'un des plus chauds partisans de ce retour aux sources. Ainsi comprise, l'autonomie ne fait plus sourire.

« Les choses ont commencé à se dégrader en 1974, remarque-t-il. Avant, nous étions comme les chrétiens des Catechismes. Maintenant, on nous autorise à poser des questions. » Cette redécouverte de l'identité sarda se mesure à de petites faits, souvent imperceptibles : en ville, le regain d'intérêt pour cette langue qu'on refuse d'appeler dia-

lecte, même si, le plus souvent, on ne la parle pas ; les recherches théâtrales ou poétiques, inspirées du folklore local ; la naissance d'un mouvement politique à Nuoro, d'une association culturelle à Cagliari. Des signes qui ne peuvent laisser tout à fait indifférents les grands partis.

Les « sardistes » débordent largement le vieux Parti sardiste d'action (P.S.A.) et ne se limitent pas aux minuscules associations qui naissent ici et là. C'est un état d'esprit, présent avec des variantes, dans toutes les institutions — politiques, syndicales ou religieuses — de l'île. Il a une dominante très nette de gauche. Et une dimension internationale : on est persuadé ici qu'il ne peut y avoir une Europe des États et que Corcos, Sardes, Ecossais ou Catalans mènent le même combat.

Né au lendemain de la première guerre mondiale, le Parti sardiste d'action connaît une régression spectaculaire. Défenseurs, hier comme aujourd'hui, d'un État fédéral, le P.S.A. exerce une influence négligeable. « Nous avons le devoir de ne pas mourir, indique M. Mario Melis, son unique sénateur. Précurseurs du sardisme, notre mérite aura au moins été d'obliger tous les partis à porter d'autonomie. »

Une île qu'on assassine ?

Né en 1972, Su populu sardu est un mouvement, non un parti, qui compterait un millier de membres, souvent très jeunes, dont la ligne marxiste-léniniste est aussi floue que les objectifs à long terme. Il plaide pour l'auto-détermination du peuple sard, sur son territoire. « Est-ce à dire que l'île doit devenir indépendante ? » C'est la question. L'indépendance, nous ont dit ses dirigeants. Mais il est prématuré de répondre. Si demain l'Italie devenait socialiste, s'il n'y avait plus de problèmes colonialistes, si tous les droits du peuple sard étaient reconnus, alors ces révolutionnaires seraient pour la fusion avec la péninsule.

Su populu sardu possède une revue, rédigée par quatre sardes et tirée à plusieurs milliers d'exemplaires, ainsi qu'une « radio libre » à Nuoro. Ce mouvement se développe dans l'île et parmi les émigrés.

C'est un tristesse style d'action Sardaigne - Culture - Association pour l'identité, organisation qui associe pour l'identité, qui vient de naître à Cagliari. On y trouve quelques intellectuels ou jeunes connus, comme le sculpteur Costantino Nivola et l'archéologue Giovanni Lilliu. Ces « sardistes » — souvent issus du parti communiste, du parti socialiste et, tout récemment, de la démocratie chrétienne — ne croient pourtant pas aux gestes spectaculaires. Ils préfèrent « former des jeunes » et accomplir un travail d'information. Cette poignée d'autonomistes est fréquemment interviewée par les « radios libres » qui se multiplient dans l'île, comme d'ailleurs dans le reste de l'Italie.

Comment expliquer cette reconnaissance encore timide de « sardisme » ? C'est d'abord la traduction locale d'un mouvement généralisé, qui de la Bretagne au Pays basque, exprime le goût « du soi-même », comme dit M. Lilliu, doyen de la faculté des lettres de

Cagliari. En Sardaigne, ce goût est plus fort qu'ailleurs : il s'agit d'une île. Et d'une île insérée dans un État encore jeune, qui n'existait pas il y a un siècle et demi.

Deux facteurs locaux méritent d'être cités : la prise de conscience grandissante d'un « colonialisme » économique et culturel et les désillusions provoquées par l'autonomie institutionnelle. Par « colons », les nouveaux autonomistes entendent aussi bien les Italiens, qui imposent leur langue et leurs usages polluants, que les militaires de l'OTAN, avec leurs bases, ou le prince Aga Khan, dont les piéges en or massif dénaturent la Costa Smeralda.

Un agriculteur, M. Eliseo Spiga, ex-membre du P.C., devenu président de l'association culturelle Pour l'identité, s'explique : « Dans le contexte italien et européen, affirme-t-il, la Sardaigne est désormais une zone de services, économiques, médicaux et touristiques. Elle n'est pas riche pour autant : en 1970, le revenu annuel moyen d'un Sarda (1 166 dollars) était deux fois inférieur à celui d'un Lombard, cinq fois moindre que celui d'un habitant de Hambourg. Avec la Calabre, nous sommes, en Italie, à la dernière place des régions pour le taux de population (217 contre 40 % dans le Piémont). Certes, la Sardaigne a été la région méridionale qui a reçu le plus de subventions pour l'industrie. Mais cet argent est allé à de grands groupes étrangers à l'île, et non à la petite industrie manufacturière. Résultat : un génocide blanc du peuple sard, dont sept cent mille membres vivent à l'étranger. Notre seul espoir est celui du taux annuel de raffinage de pétrole par habitant : 18 tonnes. »

Les organes régionaux, dit-on, n'ont pas pu — ou pas voulu — s'opposer à cette industrialisation sauvage et ils ont laissé dériver l'agriculture. Parce qu'on a créé la région à l'image de l'État, la décentralisation interne n'est réclamée, ne s'est guère produite : au lieu d'être entassés à Rome, les dossiers le sont à Cagliari. Cette constatation aurait pu entraîner une remise en question du statut spécial. Elle conduit, au contraire, à réclamer une plus grande autonomie. De la part des sardistes bien sûr, mais aussi des grandes forces politiques.

Tactique ou conviction ? Tous deux est-il que les communistes (prêts à participer au pouvoir) et les démocrates chrétiens (au pouvoir depuis trente ans) tiennent essentiellement le même langage : « Avant de réviser le statut de 1948, il faudrait l'appliquer intégralement, car beaucoup de progrès peuvent encore être faits dans le cadre de la législation existante. » Le bilan que les deux grands partis font de la régionalisation est assez proche. Aux yeux des communistes, la Sardaigne a changé en bien, et « la lutte des masses » a été plus déterminante dans ce processus que les recettes tirées du pétrole. « Mots de 40 % des électeurs étaient en faveur de la République au référendum de 1947, alors qu'en 1974 le divorce a eu la majorité. » Les démocrates-chrétiens soulignent que, parmi les régions méridionales, la Sardaigne a la plus forte taux de scolarisation et le revenu le plus élevé par habitant.

L'esprit de « compromis histo-

rique » qui s'étend dans l'île peut donner plus d'espace aux nouveaux autonomistes. Ceux-ci n'attendent rien, pour le moment, de l'Eglise, qui reste étrangère au « sardisme ». Quant aux syndicats, eux, ils ont d'autres soucis en tête. Ils veulent défendre l'emploi et ne songeront pas à voter la Sardaigne pastorale d'antan. Ils sont plus méridionalistes qu'autonomistes. Non par lâcheté mais par tactique : « Nous sentons plus proches des Génois que des Calabrais, mais le seul moyen pour nous de résister à l'hégémonie des nordistes est de s'allier entre méridionaux. » « Vous sentez-vous italiens ? » avouons-nous demandé à ce dirigeant syndical. Il a répondu : « Oui », sans hésiter. Mais l'un de ses amis s'est interposé : « Te sens-tu plus Italien qu'Espagnol ? ». La réponse a fusé aussi vite que la précédente : « Ah non ! Certainement pas. »

Boutade ? Sans doute. On ne résiste pas facilement à tous les véhicules d'italianisation que sont l'école, la télévision, etc. Comment ignorer que l'homme le plus en vue d'Italie, Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste, est né à Sassari ? Mais qu'ils soient devenus Italiens ou non, n'empêche pas les Sardes d'être d'abord Sardes. D'ailleurs le mot « Italien » reste à définir dans ce pays qui ressemble encore à un habit d'arlequin.

ROBERT SOLÉ.

UN STATUT SPÉCIAL

C'est une loi constitutionnelle promulguée le 28 février 1948 qui définit le statut spécial pour la Sardaigne. Ce statut spécial existe un statut spécial pour quatre autres régions italiennes — Sicile, Val d'Aoste, Trente et Trieste. Le statut spécial pour la Sardaigne, de même qu'il ne peut contredire la Constitution italienne et, dans de nombreux cas, elle doit s'harmoniser avec celle de l'État. La région sarda, en outre, les pouvoirs administratifs.

Il existe une Assemblée législative (le conseil régional), élus pour quatre ans, au suffrage universel direct, qui désigne elle-même un gouvernement (le conseil).

Les lois adoptées par le conseil régional sont soumises au gouvernement italien, qui les promulgue ou les lui renvoie. Le pouvoir central compte un représentant permanent à Cagliari, distinct des quatre préfets, qui peut dissoudre le conseil régional si celui-ci entretient le statut de l'île, la Constitution italienne ou certaines lois nationales.

Espagne

M. CARRILLO REÇOIT UN PASSEPORT PROVISOIRE

Madrid (A.F.P.). — Les autorités espagnoles ont remis, lundi 14 février, à M. Carrillo, secrétaire général du P.C., une carte d'identité et un passeport. Le passeport n'est valable que vingt jours. Il va permettre au dirigeant communiste de se rendre à Bruxelles. Les autorités ont refusé d'établir un passeport permanent. M. Carrillo est incarcéré en tant que dirigeant d'une « association illégitime ».

PLM MARSEILLE

2 hôtels ★★★★★ au cœur de la ville

PLM Beauvau : 4, rue Beauvau 13001 MARSEILLE - Tél. (91) 33 62 00

PLM Terminus : Gare Saint-Charles 13201 MARSEILLE Cedex 1 - Tél. (91) 50 38 47

Réservation Centrale - Tél. 588.73.46 - Telex 270 740

PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris

800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589.89.80

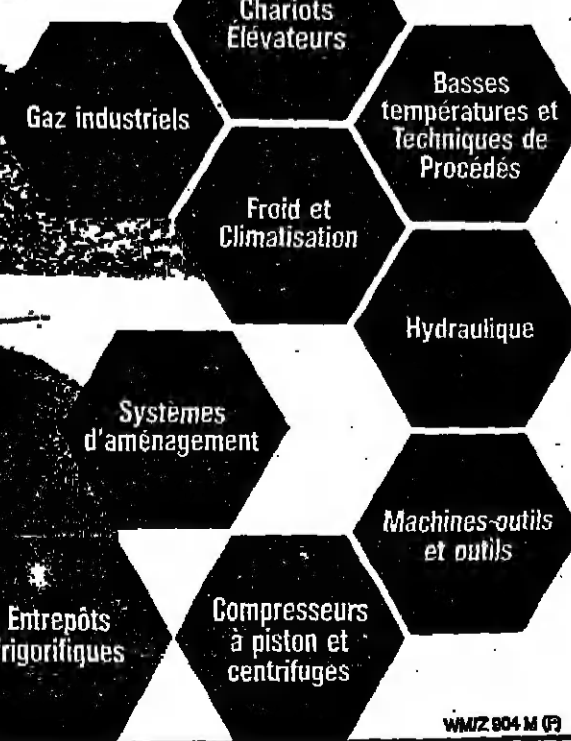
Afin que la neige ne vous encombre pas

Les routes sont déblayées par des chasse-neige. D'une manière rapide et efficace. Ceci est obtenu grâce aux composants hydrauliques LINDE réalisant les différents mouvements nécessaires de la machine : la puissance, la vitesse et la direction.

Les unités hydrauliques LINDE équipent les engins qui réclament une transmission éprouvée et précise, tels que : pelles et chariots élévateurs, Bouteurs, rouleaux compresseurs et niveleuses. L'hydraulique LINDE trouve son application là où l'on recherche des solutions économiques et des rendements élevés.

LINDE ne construit pas que des organes hydrauliques à haute pression. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversité de produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Distribution et Service en France : Nauder S.A., Division Hydraulique 23, Rue Boitrière 75016 Paris, Tél. 704.94.80



M. Bettino Craxi préconise un accord

« Ce n'est pas un accord, mais une reconnaissance de la réalité. » M. Bettino Craxi, leader du Parti radical italien, a déclaré mardi 14 février, lors d'une conférence de presse à Rome, que son parti était prêt à négocier avec les autres formations politiques pour former une coalition gouvernementale. Il a souligné que le Parti radical était le seul à avoir une vision réaliste de la situation politique en Italie, et qu'il était prêt à accepter des compromis pour atteindre l'objectif d'un gouvernement stable.

M. Craxi a également déclaré que son parti était prêt à accepter la présidence du conseil régional de la Sardaigne, à condition que les autres formations politiques acceptent également ce poste. Il a souligné que le Parti radical était prêt à accepter des compromis pour atteindre l'objectif d'un gouvernement stable.

Voter le même

« Ce n'est pas un accord, mais une reconnaissance de la réalité. » M. Bettino Craxi, leader du Parti radical italien, a déclaré mardi 14 février, lors d'une conférence de presse à Rome, que son parti était prêt à négocier avec les autres formations politiques pour former une coalition gouvernementale. Il a souligné que le Parti radical était le seul à avoir une vision réaliste de la situation politique en Italie, et qu'il était prêt à accepter des compromis pour atteindre l'objectif d'un gouvernement stable.

EUROPE

Italie

M. Bettino Craxi, secrétaire général du P.S.I. préconise un accord de toutes les forces de gauche

De notre correspondant

Rome. — Si elles ne sont pas modifiées, les dernières mesures économiques du gouvernement Andreotti seront repoussées par le Parlement. Socialistes et communistes refusent, en effet, que les négociations salariales d'entreprises soient bloquées et que la hausse de certains prix (due au relèvement de la T.V.A.) échappe aux calculs de l'échelle mobile.

« Et si le gouvernement s'obstine ? » a-t-on demandé à M. Berlinguer, au cours d'un récent débat à la télévision ? « Son existence pourrait être en danger », a répondu le secrétaire général du P.C.I. Hypothèse un peu gratuite puisque M. Andreotti avait déclaré par avance : « Nous ne considérons pas que nos mesures soient intangibles. Le Parlement peut les modifier. Il faudra cependant leur en substituer de meilleures, pour atteindre le même objectif » c'est-à-dire une diminution du coût du travail et un freinage de l'inflation.

Une fois de plus, le président du conseil et le dirigeant communiste sont prêts à un compromis. Si le second doit tenir compte des inquiétudes de sa « base » et des syndicats, le premier doit s'assurer que la démocratie chrétienne ne se lache pas. Selon M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste, qui nous a accordé un entretien, le parti gouvernemental ne s'est nullement réné à gouverner avec les communistes. L'Italie se trouverait devant trois projets politiques distincts : celui du P.C.I., celui du P.S.I. et celui de la D.C.

Le premier — le plus connu — est le fameux « compromis historique » que le P.C.I. a mis depuis quelques mois au réfrigérateur pour proposer un gouvernement d'union nationale. C'est plus rassurant et moins ambitieux puisqu'il ne s'agit pas d'allier durablement les catholiques, les communistes et les socialistes pour changer la société, mais toutes les « forces démocratiques » pour affronter la crise. En attendant, le P.C.I. s'abstient lors des votes qui déterminent l'existence du gouvernement. Il a quitté l'opposition sans entrer dans la majorité.

Abstentionnistes eux aussi, les socialistes ont fait le chemin inverse : ils ont lâché la démocratie chrétienne, mais sans aller jusqu'à voter contre elle. Bien que les soupçons, après cette expérience de six mois, de vouloir revenir au gouvernement et

Pour le moment, ajoute-t-il, les trois projets politiques sont bloqués. « L'alternance de gauche », en particulier, est refusée par les communistes, mais aussi par les socialistes eux-mêmes, qui la jugent prématurée. Deux équilibres, selon M. Craxi, devraient d'abord intervenir. Dans un premier, un réajustement de la gauche en faveur du P.S.I. ; et, d'autre part, une « clarification » de la pensée du parti de M. Berlinguer.

« Celui-ci devrait pousser bien plus avant sa « révision » en expliquant et ce que sont les principes communistes en Occident » et en faisant « une analyse profonde de la réalité et du système socialiste ».

En attendant donc, la politique italienne est dans une impasse. « Une solution provisoire a été trouvée », remarque M. Craxi, dans la constitution d'un cabinet démocrate-chrétien bénéficiant de l'abstention des autres partis constitutionnels. Tout le monde sait que cette acrobatie parlementaire ne pourra durer jusqu'à la fin de la législature. Comment empêcher que ce gouvernement ne devienne un élément de consolidation de la démocratie chrétienne, voire un instrument pour préparer de nouvelles élections anticipées ? Nous sommes à la recherche d'un équilibre qui soit plus stable et plus garanti.

Sur le contenu de ce « nouvel équilibre », M. Craxi reste discret. Diverses formes sont sans doute possibles, mais la question-clé est toujours de savoir si — à défaut de participer au gouvernement — le P.C.I. entrera dans la majorité. — R. E.

Portugal

Le Portugal espère devenir membre à part entière de la Communauté européenne « avant 1992 » et intégrer d'ici là son économie, du moins dans le domaine industriel, à celle de la C.E.E., a déclaré M. Mario Soares à Londres le mardi 15 février. — (A.F.P.)

M. Mario Soares, qui effectuera une visite officielle à Rome à la fin de la semaine, sans rencontrer le pape Paul VI, apprend-on de source informée. — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

La C.D.U. relance les attaques contre M. Herbert Wehner

De notre correspondant

Bonn. — Pour avoir mis sur le même plan Hans-Ulrich Rudel, as de l'aviation nazie, et M. Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate, ancien communiste, les généraux Krupinski et Franke ont été lynchés par le ministère de la Défense. La C.D.U.-C.S.U., qui a pris leur défense, cherche à relancer la discussion sur le passé de M. Wehner afin de montrer que celui-ci n'a pas été obligé de fuir l'Allemagne en 1933 parce que, en tant que démocrate loyal, il voulait empêcher les nazis de prendre le pouvoir, mais parce qu'en tant que partisan du totalitarisme, il avait contribué à démanteler le bastion démocratique de la République de Weimar.

C'est ce qu'affirme une édition spéciale du bulletin d'information des députés chrétiens démocrates, au Bundestag, citée le mercredi 16 février par le journal Die Welt (groupe Springer).

La feuille n'apprend rien de nouveau sur le passé de M. Wehner. Tous ses biographes parlent de son appartenance au P.C. allemand, de son rôle de « chef de cabinet » d'Ernst Thälmann (président du parti) en 1932, de son activité à Moscou pendant la guerre, jusqu'à ce que le Komintern l'ait chargé d'une mission en Suède, où il fut arrêté. En prison, M. Wehner lira la Bible et se convertira au christianisme et à la social-démocratie. Même ses débuts politiques, en 1925, dans un journal vaguement anarchisant ne sont pas mystérieux.

Ce sont moins à des révélations historiques qu'à l'exploitation politique de faits connus que semble s'attacher la C.D.U.-C.S.U. Ainsi, le député Reddemann, qui signe le texte analysant la biographie de M. Wehner, écrit-il : « A l'ère du groupe Bundestag-Meinhof et de la sous-estimation au moins partielle du danger anarchiste, il ne convient évidemment pas à la direction du S.P.D. que l'on attire l'attention de l'opinion publique sur l'anarchisme Wehner ».

M. Reddemann explique ensuite que la direction du S.P.D. cherche à cacher les déclarations extrêmes de M. Wehner et les liens sociaux-démocrates au temps de la République de Weimar, qui seraient tombés sous le coup du décret contre les extrémistes d'il

La démocratie chrétienne choisit une méthode douteuse

Pour se défendre du reproche fait par les sociaux-démocrates, d'être un nouveau parti « national-allemand », la démocratie chrétienne a choisi une méthode douteuse qui n'est cependant que l'illustration d'une attitude courante en République fédérale connue sous le nom de « Ausgewogenheit » (équilibre, pondération). Au nom de l'Ausgewogenheit, on rejette tous les extrémismes et l'on qu'il n'y a rien, on condamne du même geste le communisme et le nazisme. La démocratie chrétienne entretient également une méfiance très répandue contre les Allemands qui non seulement ont dû fuir l'Allemagne hitlérienne, mais encore ont cru bon de lutter contre elle (qu'on se souvienne des attaques contre l'émigrant Brandt » il y a quelques années). « Elle n'a jamais vraiment existé, cette solidarité des démocrates si souvent évoquée et de nos jours fameuse, écrit Heinrich Böll dans un essai sur l'affaire des généraux », tant que « émigrants » restera même une demi-future. »

DANIEL VERNET.

(Publié)

BRÉSIL

DES PRISONNIERS POLITIQUES
MENACÉS DE MORT
Le Comité Brésil Amis
Le Comité de Solidarité
France-Brazil
Avec la participation de l'ACAT
Amnesty International, CROSTIM,
la CIMADE, la Commission Justice
et Paix
tiennent une

RÉUNION

D'INFORMATION

Jeu 17 février, à 20 h. 30
44, r. de Rennes (M^o St-Germain)
à la suite d'une enquête menée par
M^{rs} Jolivet et J. J. Mandat par
le Mouvement international des
juristes catholiques.

NOTRE

Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS
Vos téléphones vos messages. Nous les
transmettons. Vos correspondants nous répondent par
Télex : nous vous téléphones.

ELITE
SERVICETEX
345.71.82 + 345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

VIVRE AVEC

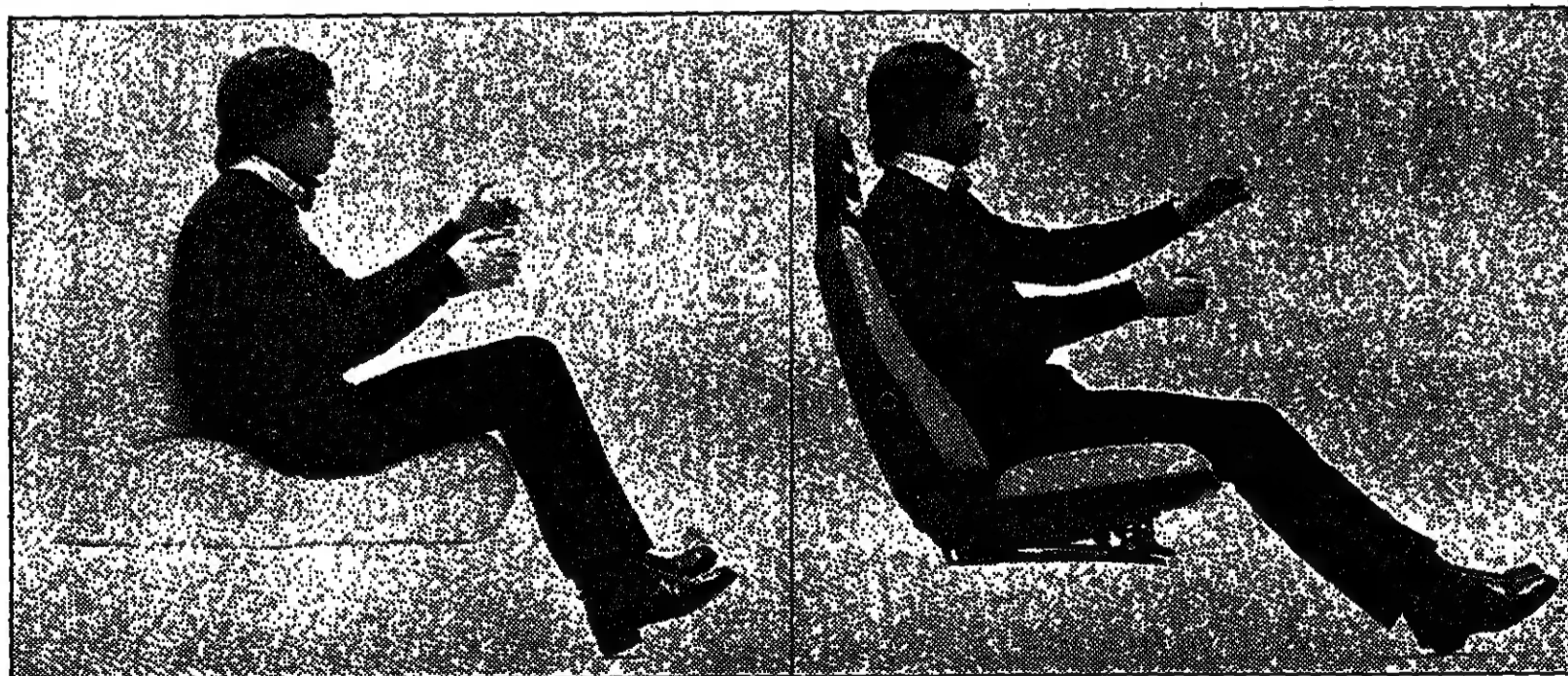
L'ARGENT

CLAUDE LAURIOT PREVOST
le Centurion

Mécène

recherché par
groupe international et interdisciplinaire
de scientifiques
pour l'élucidation d'une revue critique des problèmes
de la construction Nord-Sud
Ecrire « le Monde » sous numéro 9338

Votre colonne vertébrale n'aime pas le même confort que vous.



Votre colonne vertébrale n'aime pas le même confort que vous.
Ce que vous aimez, ce que chacun aime, c'est un fauteuil profond. Où on est bien. Où on est détendu. Où on est au repos. Où on dort.
C'est l'idéal. Mais, mais, mais...
Mais dans une voiture, vous êtes assis. longtemps, souvent, toujours dans la même position. Votre colonne vertébrale n'aime pas ça.
Mais dans une voiture, vous roulez. Il y a les accélérations, les freinages, les dos d'âne. Si votre corps est affaibli, votre colonne vertébrale n'aime pas.
Mais dans une voiture, le conducteur ne doit pas s'endormir. Tout son organisme doit rester en éveil.
C'est pourquoi les sièges Volvo ont été dessinés par des spécialistes de la colonne

vertébrale. On y est bien. Très bien.
Même si on ne s'y enfonce pas profondément.
Et on peut les régler parfaitement à sa convenance. Une manette pour la hauteur de la partie arrière du siège. Une manette pour la hauteur de la partie avant du siège. Une manette pour avancer ou reculer le siège. Une manette pour l'inclinaison du dossier. Plus une manette pour régler la cambrure du siège au creux lombaire.
Ainsi, les sièges Volvo restent confortables. Une heure après. Quatre heures après. Ils vous permettent de garder sans fatigue tout votre tonus, tous vos réflexes.
C'est le vrai confort, le seul confort. Celui qui augmente le confort de la colonne vertébrale. Celui qui augmente la sécurité. Série 240 : à partir de 36.320 F. Prix au 1/1/77.

Pour recevoir une documentation, envoyez ce coupon
réponse à Volvo Automobiles, BP 45, 78130 Les Mureaux.
Nom _____
Adresse _____

VOLVO

Châssis CCL, 1600 cc, 100 km/h, 150 km/h, 180 km/h, 200 km/h, 220 km/h, 240 km/h, 260 km/h, 280 km/h, 300 km/h, 320 km/h, 340 km/h, 360 km/h, 380 km/h, 400 km/h, 420 km/h, 440 km/h, 460 km/h, 480 km/h, 500 km/h, 520 km/h, 540 km/h, 560 km/h, 580 km/h, 600 km/h, 620 km/h, 640 km/h, 660 km/h, 680 km/h, 700 km/h, 720 km/h, 740 km/h, 760 km/h, 780 km/h, 800 km/h, 820 km/h, 840 km/h, 860 km/h, 880 km/h, 900 km/h, 920 km/h, 940 km/h, 960 km/h, 980 km/h, 1000 km/h, 1020 km/h, 1040 km/h, 1060 km/h, 1080 km/h, 1100 km/h, 1120 km/h, 1140 km/h, 1160 km/h, 1180 km/h, 1200 km/h, 1220 km/h, 1240 km/h, 1260 km/h, 1280 km/h, 1300 km/h, 1320 km/h, 1340 km/h, 1360 km/h, 1380 km/h, 1400 km/h, 1420 km/h, 1440 km/h, 1460 km/h, 1480 km/h, 1500 km/h, 1520 km/h, 1540 km/h, 1560 km/h, 1580 km/h, 1600 km/h, 1620 km/h, 1640 km/h, 1660 km/h, 1680 km/h, 1700 km/h, 1720 km/h, 1740 km/h, 1760 km/h, 1780 km/h, 1800 km/h, 1820 km/h, 1840 km/h, 1860 km/h, 1880 km/h, 1900 km/h, 1920 km/h, 1940 km/h, 1960 km/h, 1980 km/h, 2000 km/h, 2020 km/h, 2040 km/h, 2060 km/h, 2080 km/h, 2100 km/h, 2120 km/h, 2140 km/h, 2160 km/h, 2180 km/h, 2200 km/h, 2220 km/h, 2240 km/h, 2260 km/h, 2280 km/h, 2300 km/h, 2320 km/h, 2340 km/h, 2360 km/h, 2380 km/h, 2400 km/h, 2420 km/h, 2440 km/h, 2460 km/h, 2480 km/h, 2500 km/h, 2520 km/h, 2540 km/h, 2560 km/h, 2580 km/h, 2600 km/h, 2620 km/h, 2640 km/h, 2660 km/h, 2680 km/h, 2700 km/h, 2720 km/h, 2740 km/h, 2760 km/h, 2780 km/h, 2800 km/h, 2820 km/h, 2840 km/h, 2860 km/h, 2880 km/h, 2900 km/h, 2920 km/h, 2940 km/h, 2960 km/h, 2980 km/h, 3000 km/h, 3020 km/h, 3040 km/h, 3060 km/h, 3080 km/h, 3100 km/h, 3120 km/h, 3140 km/h, 3160 km/h, 3180 km/h, 3200 km/h, 3220 km/h, 3240 km/h, 3260 km/h, 3280 km/h, 3300 km/h, 3320 km/h, 3340 km/h, 3360 km/h, 3380 km/h, 3400 km/h, 3420 km/h, 3440 km/h, 3460 km/h, 3480 km/h, 3500 km/h, 3520 km/h, 3540 km/h, 3560 km/h, 3580 km/h, 3600 km/h, 3620 km/h, 3640 km/h, 3660 km/h, 3680 km/h, 3700 km/h, 3720 km/h, 3740 km/h, 3760 km/h, 3780 km/h, 3800 km/h, 3820 km/h, 3840 km/h, 3860 km/h, 3880 km/h, 3900 km/h, 3920 km/h, 3940 km/h, 3960 km/h, 3980 km/h, 4000 km/h, 4020 km/h, 4040 km/h, 4060 km/h, 4080 km/h, 4100 km/h, 4120 km/h, 4140 km/h, 4160 km/h, 4180 km/h, 4200 km/h, 4220 km/h, 4240 km/h, 4260 km/h, 4280 km/h, 4300 km/h, 4320 km/h, 4340 km/h, 4360 km/h, 4380 km/h, 4400 km/h, 4420 km/h, 4440 km/h, 4460 km/h, 4480 km/h, 4500 km/h, 4520 km/h, 4540 km/h, 4560 km/h, 4580 km/h, 4600 km/h, 4620 km/h, 4640 km/h, 4660 km/h, 4680 km/h, 4700 km/h, 4720 km/h, 4740 km/h, 4760 km/h, 4780 km/h, 4800 km/h, 4820 km/h, 4840 km/h, 4860 km/h, 4880 km/h, 4900 km/h, 4920 km/h, 4940 km/h, 4960 km/h, 4980 km/h, 5000 km/h, 5020 km/h, 5040 km/h, 5060 km/h, 5080 km/h, 5100 km/h, 5120 km/h, 5140 km/h, 5160 km/h, 5180 km/h, 5200 km/h, 5220 km/h, 5240 km/h, 5260 km/h, 5280 km/h, 5300 km/h, 5320 km/h, 5340 km/h, 5360 km/h, 5380 km/h, 5400 km/h, 5420 km/h, 5440 km/h, 5460 km/h, 5480 km/h, 5500 km/h, 5520 km/h, 5540 km/h, 5560 km/h, 5580 km/h, 5600 km/h, 5620 km/h, 5640 km/h, 5660 km/h, 5680 km/h, 5700 km/h, 5720 km/h, 5740 km/h, 5760 km/h, 5780 km/h, 5800 km/h, 5820 km/h, 5840 km/h, 5860 km/h, 5880 km/h, 5900 km/h, 5920 km/h, 5940 km/h, 5960 km/h, 5980 km/h, 6000 km/h, 6020 km/h, 6040 km/h, 6060 km/h, 6080 km/h, 6100 km/h, 6120 km/h, 6140 km/h, 6160 km/h, 6180 km/h, 6200 km/h, 6220 km/h, 6240 km/h, 6260 km/h, 6280 km/h, 6300 km/h, 6320 km/h, 6340 km/h, 6360 km/h, 6380 km/h, 6400 km/h, 6420 km/h, 6440 km/h, 6460 km/h, 6480 km/h, 6500 km/h, 6520 km/h, 6540 km/h, 6560 km/h, 6580 km/h, 6600 km/h, 6620 km/h, 6640 km/h, 6660 km/h, 6680 km/h, 6700 km/h, 6720 km/h, 6740 km/h, 6760 km/h, 6780 km/h, 6800 km/h, 6820 km/h, 6840 km/h, 6860 km/h, 6880 km/h, 6900 km/h, 6920 km/h, 6940 km/h, 6960 km/h, 6980 km/h, 7000 km/h, 7020 km/h, 7040 km/h, 7060 km/h, 7080 km/h, 7100 km/h, 7120 km/h, 7140 km/h, 7160 km/h, 7180 km/h, 7200 km/h, 7220 km/h, 7240 km/h, 7260 km/h, 7280 km/h, 7300 km/h, 7320 km/h, 7340 km/h, 7360 km/h, 7380 km/h, 7400 km/h, 7420 km/h, 7440 km/h, 7460 km/h, 7480 km/h, 7500 km/h, 7520 km/h, 7540 km/h, 7560 km/h, 7580 km/h, 7600 km/h, 7620 km/h, 7640 km/h, 7660 km/h, 7680 km/h, 7700 km/h, 7720 km/h, 7740 km/h, 7760 km/h, 7780 km/h, 7800 km/h, 7820 km/h, 7840 km/h, 7860 km/h, 7880 km/h, 7900 km/h, 7920 km/h, 7940 km/h, 7960 km/h, 7980 km/h, 8000 km/h, 8020 km/h, 8040 km/h, 8060 km/h, 8080 km/h, 8100 km/h, 8120 km/h, 8140 km/h, 8160 km/h, 8180 km/h, 8200 km/h, 8220 km/h, 8240 km/h, 8260 km/h, 8280 km/h, 8300 km/h, 8320 km/h, 8340 km/h, 8360 km/h, 8380 km/h, 8400 km/h, 8420 km/h, 8440 km/h, 8460 km/h, 8480 km/h, 8500 km/h, 8520 km/h, 8540 km/h, 8560 km/h, 8580 km/h, 8600 km/h, 8620 km/h, 8640 km/h, 8660 km/h, 8680 km/h, 8700 km/h, 8720 km/h, 8740 km/h, 8760 km/h, 8780 km/h, 8800 km/h, 8820 km/h, 8840 km/h, 8860 km/h, 8880 km/h, 8900 km/h, 8920 km/h, 8940 km/h, 8960 km/h, 8980 km/h, 9000 km/h, 9020 km/h, 9040 km/h, 9060 km/h, 9080 km/h, 9100 km/h, 9120 km/h, 9140 km/h, 9160 km/h, 9180 km/h, 9200 km/h, 9220 km/h, 9240 km/h, 9260 km/h, 9280 km/h, 9300 km/h, 9320 km/h, 9340 km/h, 9360 km/h, 9380 km/h, 9400 km/h, 9420 km/h, 9440 km/h, 9460 km/h, 9480 km/h, 9500 km/h, 9520 km/h, 9540 km/h, 9560 km/h, 9580 km/h, 9600 km/h, 9620 km/h, 9640 km/h, 9660 km/h, 9680 km/h, 9700 km/h, 9720 km/h, 9740 km/h, 9760 km/h, 9780 km/h, 9800 km/h, 9820 km/h, 9840 km/h, 9860 km/h, 9880 km/h, 9900 km/h, 9920 km/h, 9940 km/h, 9960 km/h, 9980 km/h, 10000 km/h, 10020 km/h, 10040 km/h, 10060 km/h, 10080 km/h, 10100 km/h, 10120 km/h, 10140 km/h, 10160 km/h, 10180 km/h, 10200 km/h, 10220 km/h, 10240 km/h, 10260 km/h, 10280 km/h, 10300 km/h, 10320 km/h, 10340 km/h, 10360 km/h, 10380 km/h, 10400 km/h, 10420 km/h, 10440 km/h, 10460 km/h, 10480 km/h, 10500 km/h, 10520 km/h, 10540 km/h, 10560 km/h, 10580 km/h, 10600 km/h, 10620 km/h, 10640 km/h, 10660 km/h, 10680 km/h, 10700 km/h, 10720 km/h, 10740 km/h, 10760 km/h, 10780 km/h, 10800 km/h, 10820 km/h, 10840 km/h, 10860 km/h, 10880 km/h, 10900 km/h, 10920 km/h, 10940 km/h, 10960 km/h, 10980 km/h, 11000 km/h, 11020 km/h, 11040 km/h, 11060 km/h, 11080 km/h, 11100 km/h, 11120 km/h, 11140 km/h, 11160 km/h, 11180 km/h, 11200 km/h, 11220 km/h, 11240 km/h, 11260 km/h, 11280 km/h, 11300 km/h, 11320 km/h, 11340 km/h, 11360 km/h, 11380 km/h, 11400 km/h, 11420 km/h, 11440 km/h, 11460 km/h, 11480 km/h, 11500 km/h, 11520 km/h, 11540 km/h, 11560 km/h, 11580 km/h, 11600 km/h, 11620 km/h, 11640 km/h, 11660 km/h, 11680 km/h, 11700 km/h, 11720 km/h, 11740 km/h, 11760 km/h, 11780 km/h, 11800 km/h, 11820 km/h, 11840 km/h, 11860 km/h, 11880 km/h, 11900 km/h, 11920 km/h, 11940 km/h, 11960 km/h, 11980 km/h, 12000 km/h, 12020 km/h, 12040 km/h, 12060 km/h, 12080 km/h, 12100 km/h, 12120 km/h, 12140 km/h, 12160 km/h, 12180 km/h, 12200 km/h, 12220 km/h, 12240 km/h, 12260 km/h, 12280 km/h, 12300 km/h, 12320 km/h, 12340 km/h, 12360 km/h, 12380 km/h, 12400 km/h, 12420 km/h, 12440 km/h, 12460 km/h, 12480 km/h, 12500 km/h, 12520 km/h, 12540 km/h, 12560 km/h, 12580 km/h, 12600 km/h, 12620 km/h, 12640 km/h, 12660 km/h, 12680 km/h, 12700 km/h, 12720 km/h, 12740 km/h, 12760 km/h, 12780 km/h, 12800 km/h, 12820 km/h, 12840 km/h, 12860 km/h, 12880 km/h, 12900 km/h, 12920 km/h, 12940 km/h, 12960 km/h, 12980 km/h, 13000 km/h, 13020 km/h, 13040 km/h, 13060 km/h, 13080 km/h, 13100 km/h, 13120 km/h, 13140 km/h, 13160 km/h, 13180 km/h, 13200 km/h, 13220 km/h, 13240 km/h, 13260 km/h, 13280 km/h, 13300 km/h, 13320 km/h, 13340 km/h, 13360 km/h, 13380 km/h, 13400 km/h, 13420 km/h, 13440 km/h, 13460 km/h, 13480 km/h, 13500 km/h, 13520 km/h, 13540 km/h, 13560 km/h, 13580 km/h, 13600 km/h, 13620 km/h, 13640 km/h, 13660 km/h, 13680 km/h, 13700 km/h, 13720 km/h, 13740 km/h, 13760 km/h, 13780 km/h, 13800 km/h, 13820 km/h, 13840 km/h, 13860 km/h, 13880 km/h, 13900 km/h, 13920 km/h, 13940 km/h, 13960 km/h, 13980 km/h, 14000 km/h, 14020 km/h, 14040 km/h, 14060 km/h, 14080 km/h, 14100 km/h, 14120 km/h, 14140 km/h, 14160 km/h, 14180 km/h, 14200 km/h, 14220 km/h, 14240 km/h, 14260 km/h, 14280 km/h, 14300 km/h, 14320 km/h, 14340 km/h, 14360 km/h, 14380 km/h, 14400 km/h, 14420 km/h, 14440 km/h, 14460 km/h, 14480 km/h, 14500 km/h, 14520 km/h, 14540 km/h, 14560 km/h, 14580 km/h, 14600 km/h, 14620 km/h, 14640 km/h, 14660 km/h, 14680 km/h, 14700 km/h, 14720 km/h, 14740 km/h, 14760 km/h, 14780 km/h, 14800 km/h, 14820 km/h, 14840 km/h, 14860 km/h, 14880 km/h, 14900 km/h, 14920 km/h, 14940 km/h, 14960 km/h, 14980 km/h, 15000 km/h, 15020 km/h, 15040 km/h, 15060 km/h, 15080 km/h, 15100 km/h, 15120 km/h, 15140 km/h, 15160 km/h, 15180 km/h, 15200 km/h, 15220 km/h, 15240 km/h, 15260 km/h, 15280 km/h, 15300 km/h, 15320 km/h, 15340 km/h, 15360 km/h, 15380 km/h, 15400 km/h, 15420 km/h, 15440 km/h, 15460 km/h, 15480 km/h, 15500 km/h, 15520 km/h, 15540 km/h, 15560 km/h, 15580 km/h, 15600 km/h, 15620 km/h, 15640 km/h, 15660 km/h, 15680 km/h, 15700 km/h, 15720 km/h, 15740 km/h, 15760 km/h, 15780 km/h, 15800 km/h, 15820 km/h, 15840 km/h, 15860 km/h, 15880 km/h, 15900 km/h, 15920 km/h, 15940 km/h, 15960 km/h, 15980 km/h, 16000 km/h, 16020 km/h, 16040 km/h, 16060 km/h, 16080 km/h, 16100 km/h, 16120 km/h, 16140 km/h, 16160 km/h, 16180 km/h, 16200 km/h, 16220 km/h, 16240 km/h, 16260 km/h, 16280 km/h, 16300 km/h, 16320 km/h, 16340 km/h, 16360 km/h, 16380 km/h, 16400 km/h, 16420 km/h, 16440 km/h, 16460 km/h, 16480 km/h, 16500 km/h, 16520 km/h, 16540 km/h, 16560 km/h, 16580 km/h, 16600 km/h, 16620 km/h, 16640 km/h, 16660 km/h, 16680 km/h, 16700 km/h, 16720 km/h, 16740 km/h, 16760 km/h, 16780 km/h, 16800 km/h, 16820 km/h, 16840 km/h, 16860 km/h, 16880 km/h, 16900 km/h, 16920 km/h, 16940 km/h, 16960 km/h, 16980 km/h, 17000 km/h, 17020 km/h, 17040 km/h, 17060 km/h, 17080 km/h, 17100 km/h, 17120 km/h, 17140 km/h, 17160 km/h, 17180 km/h, 17200 km/h, 17220 km/h, 17240 km/h, 17260 km/h, 17280 km/h, 17300 km/h, 17320 km/h, 17340 km/h, 17360 km/h, 17380 km/h, 17400 km/h, 17420 km/h, 17440 km/h, 17460 km/h, 17480 km/h, 17500 km/h, 17520 km/h, 17540 km/h, 17560 km/h, 17580 km/h, 17600 km/h, 17620 km/h, 17640 km/h, 17660 km/h, 17680 km/h, 17700 km/h, 17720 km/h, 17740 km/h, 17760 km/h, 17780 km/h, 17800 km/h, 17820 km/h, 17840 km/h, 17860 km/h, 17880 km/h, 17900 km/h, 17920 km/h, 17940 km/h, 17960 km/h, 17980 km/h, 18000 km/h, 18020 km/h, 18040 km/h, 18060 km/h, 18080 km/h, 18100 km/h, 18120 km/h, 18140 km/h, 18160 km/h, 18180 km/h, 18200 km/h, 18220 km/h, 18240 km/h, 18260 km/h, 18280 km/h, 18300 km/h, 18320 km/h, 18340 km/h, 18360 km/h, 18380 km/h, 18400 km/h, 18420 km/h, 18440 km/h, 18460 km/h, 18480 km/h, 18500 km/h, 18520 km/h, 18540 km/h, 18560 km/h, 18580 km/h, 18600 km/h, 18620 km/h, 18640 km/h, 18660 km/h, 18680 km/h, 18700 km/h, 18720 km/h, 18740 km/h, 18760 km/h, 18780 km/h, 18800 km/h, 18820 km/h, 18840 km/h, 18860 km/h, 18880 km/h, 18900 km/h, 18920 km/h, 18940 km/h, 18960 km/h, 18980 km/h, 19000 km/h, 19020 km/h, 19040 km/h, 19060 km/h, 19080 km/h, 19100 km/h, 19120 km/h, 19140 km/h, 19160 km/h, 19180 km/h, 19200 km/h, 19220 km/h, 19240 km/h, 19260 km/h

ASIE

Chine

La province du Yunnan est placée sous l'autorité d'un nouveau dirigeant

De notre correspondant

Pékin. — Une nouvelle nomination à la tête d'un des comités provinciaux de parti vient d'être révisée par une radio locale. La présence de M. An Ping-chang a, en effet, été signalée, le 10 février, à Kunming, dans les fonctions de premier secrétaire pour la province du Yunnan. Il remplace apparemment M. Chia Chy-yun. Comme son prédécesseur, M. An Ping-chang est aussi président du comité révolutionnaire provincial. Il assume, en outre, la fonction de premier commissaire politique des unités de la région militaire de Kunming.

Le nouveau premier secrétaire du Yunnan a fait toute sa carrière dans le Sud, et il siègeait depuis plus de quinze ans au secrétariat du comité du parti de la région voisine du Kwangsi, dont il avait pris la tête en 1975. Il est l'un des rares supérieurs du parti qui aient traversé toute la période de la révolution culturelle au même poste.

Tel n'est pas le cas de M. Chia Chy-yun, qui venait tout juste d'être « réhabilité » après une longue éclipse consécutive à la révolution culturelle, lorsqu'il fut nommé, il y a deux ans, à la tête du comité du parti pour le Yunnan. Ce poste paraît exister l'hypothèse d'un linéage pour compléter avec la « bande des quatre ».

M. Chia Chy-yun s'est, au contraire, montré particulièrement actif dans la campagne contre cette dernière, ne manquant jusqu'à ces jours derniers aucun meeting de dénonciation des dirigeants déchu et de leurs agents locaux. La récente crise a eu toutefois des répercussions assez sérieuses au Yunnan, et il est possible qu'un changement de patron ait été jugé opportun pour contribuer au retour de la stabilité.

Les mouvements de personnel à un niveau comparable ont été rares depuis octobre. Le seul connu a été le remplacement de trois des dirigeants déchu dans les fonctions

qu'ils assumaient à Changhaï. Cette dernière opération aurait été complétée récemment par l'élimination de plusieurs des survivants de l'ancien comité municipal du parti et leur remplacement par des personnages peu suspects de sympathies pour l'ancien « groupe de Changhaï ». Le 11 février, Chine nouvelle a, en effet, cité pour la première fois, parmi les hauts dirigeants changhaïens, MM. Lin Hsueh-li et Yen Yu-min, respectivement qualifiés en 1967 et en 1968 d'« opportunistes de droite » et d'« éléments anti-parti ». M. Yen Yu-min avait été vice-ministre de la sécurité à la veille de la révolution culturelle.

Malgré ces divers mouvements, on ne saurait dire qu'un vaste remaniement de l'appareil régional du parti est en cours, du moins pour le moment. Les changements de personnel qui ont déjà eu lieu laissent vacants deux postes de premiers secrétaires provinciaux du parti : celui de M. Peng Chung (appelé à Changhaï en octobre) dans le Kwangsi, et celui de M. An Ping-chang dans le Yunnan.

ALAIN JACOB.

● Dans une nouvelle distribue contre l'U.R.S.S., Chine nouvelle a annoncé Moscou de « courtoisie » la nouvelle administration américaine pour la faire tomber dans « le piège de la détente ». La semaine dernière, Chine nouvelle avait déploré la « hâte excessive » du président Carter à vouloir signer avec l'U.R.S.S. un nouveau traité sur la limitation des armements nucléaires. — (A.F.P.)

CINQUANTE MILLE « RÉUNIONS DE CRITIQUE » À PÉKIN DEPUIS LE MOIS D'OCTOBRE

Pékin (A.F.P.). — La population de Pékin a participé depuis octobre à quelque cinquante mille « réunions de critique », a indiqué, lundi 14 février, le Quotidien du peuple.

Dans un article de première page sur le déroulement à Pékin de la campagne contre Mme Chiang Ching et ses « complètes », l'organe du parti précise que vingt millions de personnes ont assisté à ces meetings, ce qui laisse supposer que chaque habitant a participé à plusieurs d'entre eux. (La population de Pékin est de sept millions d'habitants.)

Pour tous vos problèmes de formation continue il est utile de lire

Entreprise et FORMATION

organe d'information sur la formation permanente

édité par le refuge formation

Renseignements : 246 92 51

ENTREPRISE et FORMATION 30, rue de Chabrol 75010 PARIS

Spécimen gratuit sur demande

nom : _____

adresse : _____

VOITURES D'EXPORTATION T.T. SEDAX

3, rue Scheffer, 75016 Paris
727.64.64 + 553.28.51 +

Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda

Toutes marques étrangères

Finition exportation
Faible kilométrage
Garantie usine
Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La visite de M. Lopez Portillo confirme l'amélioration des relations américano-mexicaines

De notre correspondant

Washington. — Les entretiens officiels de M. Lopez Portillo, président du Mexique, avec les dirigeants américains ont pris fin mardi 15 février dans la soirée. L'engagement réciproque d'établir entre les deux pays un contact plus régulier par l'intermédiaire des ministères des affaires étrangères, MM. Lopez Portillo et Carter n'ont pu qu'effleurer les nombreux problèmes soulevés au cours de conversations tendues et cordiales dont, de part et d'autre, on se déclare très satisfait.

Le rapport de la commission constatée que, dans les grandes villes, les enfants qui vont à l'école publique appartiennent pour la plupart aux minorités : plus de 90 % à Washington, 70 % à Chicago et à New-York et Philadelphie.

Dans les banlieues, en revanche, les enfants qui fréquentent l'école publique sont en majorité blancs. Le remède, estime la commission, consiste donc à transporter les enfants noirs des grandes villes vers les écoles de banlieue et les enfants blancs des banlieues vers les écoles des grandes villes.

Ce rapport constate implicitement que ce transport lui-même, le « busing », connaît un échec partiel quand il est limité au territoire d'une seule municipalité. La recommandation de la commission a cependant peu de chances d'être appuyée par la nouvelle administration. M. Carter s'étant montré extrêmement prudent à l'égard du « busing » durant la campagne électorale.

M. Griffin Bell, ministre de la justice, estime de son côté que le transport des enfants doit être le plus possible limité.

HENRI PIERRE.

DIPLOMATIE

L'OPANAL RECOMMANDE UNE ADHESION DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE AU TRAITÉ DE DÉNUCLÉARISATION DE L'AMÉRIQUE LATINE.

(De notre correspondant.)

Mexico. — M. Hector Gros Espiell, secrétaire général de l'Organisation pour la proscription des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) dont le siège est à Mexico, a demandé au gouvernement français de favoriser l'adhésion de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe au traité de Tlatelolco sur le désarmement nucléaire en Amérique latine, signé le 14 février 1967. Le gouvernement français estime qu'il ne lui est pas possible de faire une distinction dans le domaine du désarmement nucléaire entre départements métropolitains et départements d'outre-mer.

Le traité de 1967 a été signé par vingt pays latino-américains (Cuba n'en fait pas partie). Les Etats-Unis et la France n'ont pas signé le protocole additionnel n° 1 qui les engageait à soumettre les territoires sous leur souveraineté aux clauses du traité. Les Etats-Unis ont des bases militaires à Guantanamo (Cuba), Porto-Rico, dans la zone du canal de Panama et aux îles Vierges.

L'INDE RISQUE DE DEVENIR LE PRINCIPAL AGENT DE LA PROLIFÉRATION NUCLEAIRE

estime la « commission trilatérale »

L'Inde risque de devenir le principal agent de la prolifération nucléaire dans le monde, estiment plusieurs responsables de l'administration Carter dans un rapport présenté, en janvier, à Tokyo devant la « Commission trilatérale » et dont certains extraits ont été publiés, lundi 14 février. « Les problèmes économiques de l'Inde et sa dépendance de l'étranger, explique le rapport, font qu'elle pourrait être particulièrement tentée d'exporter de la technologie nucléaire en échange d'avantages économiques, tels la fourniture de pétrole ou d'autres matières premières d'importance vitale. »

La « Commission trilatérale » est un forum officiellement créé en 1973, à l'instigation de M. David Rockefeller, frère de l'ancien vice-président américain M. Nelson Rockefeller. Il réunit périodiquement des responsables politiques et des hommes d'affaires du monde industrialisé. M. Carter fut l'un de ses premiers adhérents et M. Barre a participé à ses travaux.

Sri-Lanka

LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE EN VIGUEUR DEPUIS 1971

Colombo (A.F.P., U.P.I.). — L'état d'urgence, proclamé le 16 mars 1971, devait être levé mercredi 16 février, à minuit. Cette décision devrait entraîner la libération des personnes emprisonnées en vertu de la loi d'exception.

Le premier ministre, M. Bandaranaike, a, d'autre part, confirmé, sans en préciser la date, que des élections législatives auraient lieu cette année, comme le prévoit la Constitution. L'état d'urgence avait été proclamé à la suite de l'insurrection armée déclenchée en 1971 par le Front de libération du peuple, qui fut interdit. Cette mesure avait pour but non seulement de réprimer ce mouvement révolutionnaire, mais aussi de rétablir l'ordre public, ainsi que celles des extrémistes tamouls. Des milliers de jeunes avaient été arrêtés en 1971 et quelques-uns ont été exécutés.

La levée de l'état d'urgence constitue un geste d'apaisement. L'opposition parlementaire, mais aussi des membres de son propre parti et son personnel au sein de la coalition gouvernementale, le P.C. prosoviétique, reprochant au premier ministre d'avoir abusé de ses pleins pouvoirs pour réprimer récemment les mouvements de grève, puis de s'être opposé au vote d'une motion de censure en suspendant le 10 février, les travaux parlementaires jusqu'à la fin de la législature, en mai. Le P.C. prosoviétique, qui pour ces raisons, avait insisté sur l'abandon de la loi d'exception, le gouvernement (« le Monde » du 16 février), maintient sans doute sa participation à la suite de la levée de l'état d'urgence, s'agissant d'un événement de « crise gouvernementale sévère ».

A travers le monde

Algérie

● LE FRONT POLISARIO a présenté à la presse, mardi 15 février, à Alger, M. Bouzid Ould Bouhli, en précisant qu'il avait rallié le mouvement avec cent membres de sa tribu. M. Ould Bouhli, Sahraoui de nationalité mauritanienne, a déclaré qu'il était secrétaire général de sa circonscription et démissionnaire de son poste au sein du P.P.M. (Parti du peuple mauritanien). M. Ould Bouhli a expliqué qu'il avait décidé de rallier le Front en raison du traitement réservé par les autorités mauritanien aux Sahraouis. — (Corresp.)

Argentine

● LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME AMNESTY INTERNATIONAL ET PLUSIEURS CENTRALES SYNDICALES MONDIALES signalent l'enlèvement, à Buenos-Aires, le 28 janvier 1977, de deux personnalités : Mme Alicia Eguren, veuve de l'ancien dirigeant péroniste J. W. Cook, et M. Ernesto Magarino, délégué syndical de la Fédération des arts graphiques que dirigeait M. Raimundo Ongaro.

Birmanie

● LES FORCES GOUVERNEMENTALES ONT TUÉ PLUS DE CENT VINGT GUERRILLEROS COMMUNISTES et en ont blessé cent cinquante autres au cours de combats qui ont duré quatre jours, indique un communiqué publié mardi 15 février à Rangoon, qui précise que dix soldats de l'armée birmane ont également été tués. — (A.F.P.)

Canada

● M. PIERRE ELLIOTT TRUDEAU, PREMIER MINISTRE CANADIEN, a célébré solennellement mardi 15 février à Ottawa l'adoption d'une nouvelle loi sur la citoyenneté canadienne. Cette loi permet à 1 253 000 personnes de réclamer immédiatement la citoyenneté, et le gouvernement canadien s'attend à recevoir un grand nombre de demandes. Tout immigrant peut désormais obtenir la citoyenneté canadienne après trois ans de séjour au lieu de cinq. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

● LA CHAMBRE DES COMMUNES a adopté par 231 voix contre 24 les propositions gouvernementales de référendum en Ecosse et au Pays de Galles sur la régionalisation. Le vote est intervenu à l'issue d'un débat au cours duquel M. Foot, leader de la Chambre, a souligné que ces consultations seraient un caractère consultatif, le Parlement étant appelé à trancher en dernier ressort. — (A.F.P.)

Inde

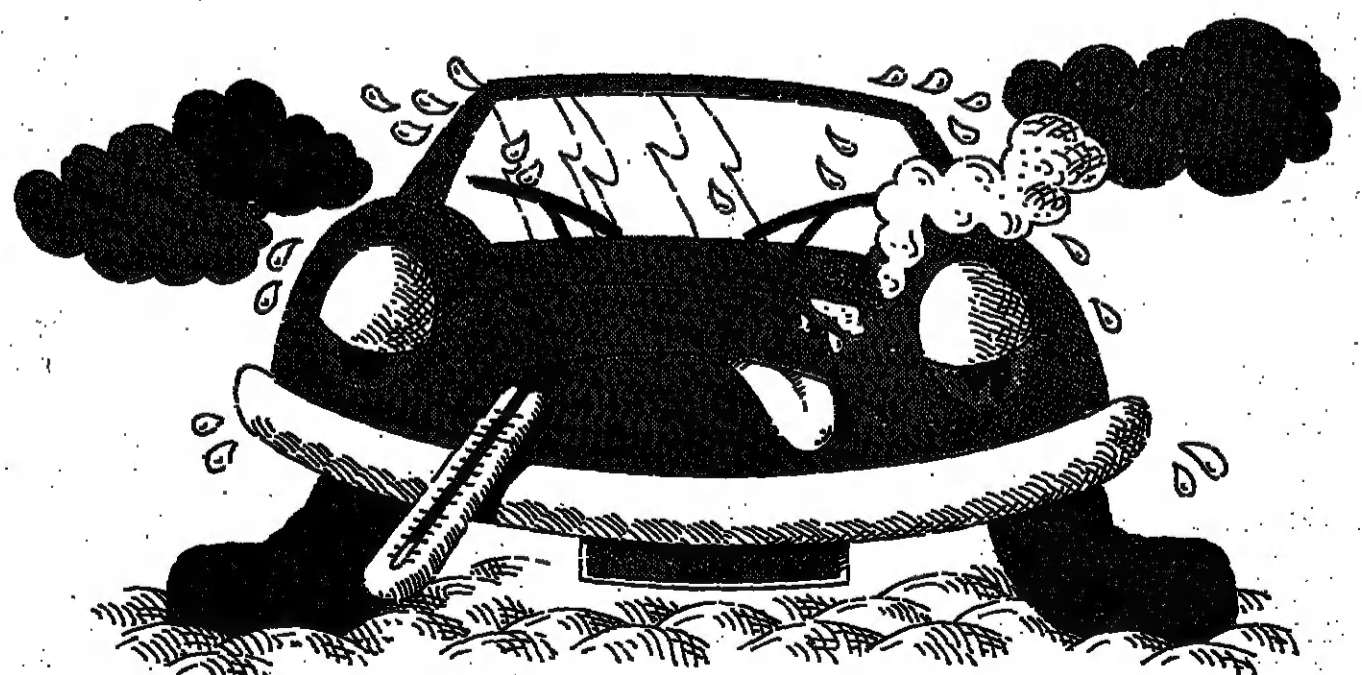
● Mme GANDHI a déclaré, dans une interview au Times le 15 février : « Nous acceptons le verdict du peuple et, après les élections, quel que soit le gouvernement, je soutiendrai tous les partis se réunissant pour résoudre les problèmes du pays. » D'autre part, M. Sanjay Gandhi, le fils du premier ministre, dont les activités politiques avaient été mises en veilleuse depuis une quinzaine de jours, sera candidat du parti gouvernemental dans une circonscription près de celle de sa mère, en Uttar-Pradesh.

Thaïlande

● LA PRINCESSE WIPAVADEE RANGSIT, parente éloignée du roi de Thaïlande, a été tuée mercredi 15 février dans la province de Surat-Thani. Elle voyageait à bord d'un hélicoptère ayant été mitraillé par des rebelles communistes. — (A.F.P.)

Vietnam

● DANS UN EDITORIAL DIPLOMATIQUE MARDI 15 FÉVRIER PAR RADIO-HANOI, le quotidien de l'armée vietnamienne affirme que « des milliers de militaires américains se sont passés par les câbles, les avions et les hommes d'affaires », opérant en Thaïlande, où « les bases de télécommunications et de détection électronique sont à nouveau à pied d'œuvre sous le contrôle direct de conseillers américains ». Le journal accuse les Etats-Unis d'avoir encouragé la Thaïlande à entreprendre des « provocations armées » contre le Laos et le Cambodge. — (A.F.P.)



QUAND J'AI DES VAPEURS J'APPELLE TOURING SECOURS.

Une clef cassée, une batterie à plat ou un câble d'accélérateur cassé. Pas de panique. Un coup de téléphone et Touring Secours arrive. 365 jours par an. Touring Secours vous permet de repartir. Si c'est trop grave, Touring Secours vous remorque ou vous fait remorquer.

Le tout pour 198 F. 198 F par an, pour être à l'abri de toutes les mauvaises surprises. Faites vos comptes.

TOURING SECOURS.

65, avenue de la Grande Armée 75016 Paris - Tél. 502.14.50.

et à Amiens - Caen - Dijon - Grenoble - Le Havre - Lille - Lyon - Marseille - Metz - Mulhouse - Colmar - Nancy - Rouen - Saint-Etienne - Strasbourg

LA FIN D

Bordeau

Paris. — Le maire de Bordeaux, M. Jean Peyraud, a annoncé mardi 15 février que la ville de Bordeaux avait décidé de ne pas participer à la manifestation organisée par le Front de libération de la culture (F.L.C.) pour le 20 février, à l'occasion de la Journée internationale de la culture. M. Peyraud a déclaré que la ville de Bordeaux ne pouvait pas participer à une manifestation qui avait pour but de promouvoir la culture d'un seul pays, la France, au détriment des autres cultures du monde.

LES SYNDICATS DE LA MOBILITÉ DE L'É

Paris. — Les syndicats de la mobilité de l'énergie ont décidé de ne pas participer à la manifestation organisée par le Front de libération de la culture (F.L.C.) pour le 20 février, à l'occasion de la Journée internationale de la culture. Les syndicats ont déclaré que la manifestation était trop élitiste et ne représentait pas les intérêts des travailleurs de la mobilité de l'énergie.

Seule

Désormais, les nouveaux 747 Super B de South assurent les seules liaisons aéroport de Paris et Johannesburg.

Chaque vendredi et dimanche 20 h 20, vous disposez d'un départ d'Orly-Sud, d'un retour particulièrement rapide et direct en Afrique du Sud.

La préparation des élections municipales

L'ACCORD DE LA GAUCHE A PARIS

Communistes et socialistes présentent un nombre équivalent de candidats

Les fédérations parisiennes des partis de gauche ont parvenues mardi 15 février à conclure un protocole d'accord prévoyant la présentation dans la capitale de listes d'union (nos dernières éditions d'hier). Depuis le 7 février, aucun obstacle important ne séparait communistes et socialistes, le P.S. ayant renoncé à conduire les listes dans les 11^e et 18^e arrondissements. L'ultime obstacle était la volonté des radicaux de gauche d'obtenir un troisième siège dans l'un des cinq secteurs où la gauche est sortante.

Les contacts officiels se sont multipliés tout au long de la dernière semaine pour surmonter cet ultime obstacle. La rencontre officielle entre les trois partis n'a été organisée qu'une fois le compromis déposé afin de ne pas donner l'impression d'un nouvel échec.

Les radicaux de gauche ont accepté de renoncer au siège qu'ils réclamaient pour M. François Luchaire, membre de leur bureau national dans le 13^e arrondissement. M. Luchaire sera candidat dans le 10^e arrondissement qui est considéré comme étant à portée de la gauche. Les deux candidats radicaux de gauche dans les secteurs déjà tenus par les partisans du programme commun sont MM. Pierre Matet, conseiller sortant, dans le 19^e arrondissement.

Les représentants des instances parisiennes du parti communiste, du parti socialiste, du Mouvement des radicaux de gauche se sont réunis mardi matin 15 février au siège de la fédération de Paris du parti communiste. Les délégués étaient respectivement conduits par MM. Henri Fieschi, Georges Sarre et Pierre Matet, (tous trois conseillers sortants et chefs de file des candidats de leur parti à l'Hôtel de Ville).

Entamés à 10 heures, les pourparlers ont duré plus de trois heures. À l'issue desquels M. Louis Raguier, conseiller sortant communiste, a donné lecture du communiqué suivant :

« Les formations parisiennes du parti communiste, du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche ont conclu aujourd'hui l'accord souhaité par la population parisienne. La gauche unie se donne ainsi les meilleures chances de libérer Paris de l'emprise réactionnaire et de changer la vie des Parisiens »

et Guy Gennesseaux, membre du secrétariat national, qui remplace dans le 11^e arrondissement M. Georges Luce, conseiller sortant, qui ne se représente pas. Le M.R.G. présente en outre, dans le 14^e arrondissement, M. Roger Gérard Schwartzberg, délégué général.

Il ressort de l'accord conclu mardi 15 février que, sur les neuf secteurs éventuellement susceptibles d'assurer une majorité à l'union de la gauche, les cinquante-sept sièges concernés se répartissent de la manière suivante : vingt-sept communistes, vingt et un socialistes, cinq radicaux de gauche, un membre de l'union de la gauche socialiste et démocrate (qui regroupe le P.S. et le M.R.G. au niveau national), trois personnalités qui devraient en principe comprendre deux P.S.U. et un gaulliste d'opposition.

Cette parité correspond à celle qui existe sur l'ensemble de la capitale : quarante-quatre communistes, quarante-trois socialistes, neuf M.R.G., un U.G.S.D. et onze personnalités.

Par rapport à 1971, l'accord réalisé entre les partis de gauche comporte deux différences notables : d'une part, chaque famille conduit des listes alors qu'il y a six ans cette responsabilité incombait au seul P.C.F. ; d'autre part, les listes sont élargies au P.S.U. et aux gaullistes d'opposition. — T. P.

LE COMMUNIQUÉ

et des Parisiens. Cet accord, favorable pour chaque formation, est un grand succès pour l'ensemble de la gauche. Les trois formations décident d'un commun accord de présenter des listes d'union de la gauche dans les dix-huit circonscriptions de Paris, sur la base d'un contrat municipal s'inspirant des orientations du programme commun de gouvernement. Ce contrat, dont l'élaboration est achevée, sera présenté à la population parisienne dans les prochains jours.

« Dans un esprit d'ouverture, les trois partis proposent aux autres formations de la gauche et à des personnalités de prendre place sur ces listes d'union. »

« Les formations parisiennes de la gauche mèneront ensemble campagne avec le seul mot d'ordre d'assurer la victoire des listes d'union de la gauche. En ce qui concerne le futur maire de Paris, elles décident qu'elles désigneront le candidat commun de la gauche en fonction du résultat du scrutin. Elles entendent que pour le parti socialiste, ce candidat est Georges Sarre, et pour le parti communiste, c'est Henri Fieschi. »

Sur les cent neuf sièges à pourvoir dans la capitale, les listes d'union de la gauche comprendront quarante-quatre candidats communistes, quarante-trois socialistes, neuf radicaux de gauche et onze personnalités dont une, dans les 2^e et 3^e arrondissements, est indiquée comme « apolitique » à l'U.G.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocrate).

Ces listes seront conduites par le parti socialiste dans neuf secteurs (2^e et 3^e, 6^e, 8^e, 13^e, 14^e, 19^e et 17^e), par le parti communiste dans sept (1^e, 12^e, 18^e, 19^e, 20^e) et par le Mouvement des radicaux de gauche dans le 10^e arrondissement. Une personnalité de gauche devant conduire la liste dans le 7^e arrondissement.

MARSEILLE : le mouvement des équipages

De notre envoyé spécial

Marseille. — Entre deux longues traversées, les équipages des grands paquebots débauchent et se renouvellent plus ou moins régulièrement. Le changement total, changement partiel : c'est plutôt de ce dernier cas de figure qu'il est question au Vieux-Port de Marseille. Le commandant de bord, M. Gaston Defferre, n'entend ni céder sa place ni partager son commandement. Il se prépare donc à passer d'une alliance imposée à sa droite à une alliance de bout en bout son virement de bord. La manœuvre mérite d'être examinée de plus près.

Maire à la libération, démissionnaire, réélu en 1953 et en 1959, à la représentation proportionnelle, en 1965 et en 1971 au scrutin de liste majoritaire, M. Defferre a gouverné sa ville grâce à une coalition de type troisième force, dans laquelle les socialistes avaient la part belle et qui rejetait les communistes et les gaullistes. Cette entente purement « marseillaise » avec les communistes et les indépendants n'était pas eu de la gestion municipale. Pour les législatives et les présidentielles, chacun reprenait son paquetage et s'engageait selon les critères nationaux de son parti. Cela n'est plus possible à notre époque de globalisation, d'uniformisation. La bipolarisation, le programme commun, la renaissance d'un parti unique M. Defferre ont tout autant altéré qu'en ville, imposant d'autres règles. Qu'à cela ne tienne : Marseille s'adapte, à sa manière.

Au début de 1976, le maire retire ses délégations à quatre adjoints, MM. Lombard, vice-président de la fédération des républicains indépendants ; Goudreau, président de la fédération du C.N.I.P. ; Chélini, secrétaire fédéral du C.D.S., et Agostini, membre du C.D.S., également parce qu'ils refusaient de s'associer à une motion protestant contre le transfert des charges de l'Etat aux communes et condamnant le gouvernement. Sanction justifiée ou pur prétexte, toujours est-il que le parti municipal se trouvait rompu. Les autres adjoints communistes et modérés rendaient leurs délégations par solidarité. Quelques mois après, un épisode parisien conduisit définitivement à la rupture. M. Defferre poursuivait en justice M. Jean Chélini, membre du secrétariat national du C.D.S., pour vol de plantes vertes et utilisation à des fins privées des jardins de la ville (M. Chélini était chargé des espaces verts).

L'hypothèque de droite étant levée, les socialistes marseillais ne se trouvaient pas pour autant vers les communistes afin d'établir des listes d'union dans les huit secteurs de la ville. Après avoir consulté leurs amis, sondé leurs électeurs, les seize socialistes de section du P.S. décidaient en décembre dernier de ne pas s'associer dès le premier tour avec le P.C., malgré les pressions de celui-ci et l'accord national passé entre les deux parties des villes de plus de trente mille habitants. Les socialistes présenteront avec les radicaux de gauche et quelques autres personnalités des listes homogènes et se désisteront pour les communistes au second tour, chaque fois que cela sera nécessaire. Pour justifier cette adaptation de l'accord national de la gauche M. Defferre la ville en secteurs, d'autre part son désir de respecter les principes unitaires tout en ménageant l'efficacité électorale.

« Le découpage, explique-t-il, a été conçu pour nous battre : mieux vaut tenter d'en tirer parti. Avec les secteurs nous nous trouvons exactement dans le schéma des législatives qui impose que l'union soit le premier tour. On forme le gouvernement après les législatives : c'est ce que je vais faire. Pour la première fois il y aura

à Marseille une municipalité d'union de la gauche. L'union est une bonne chose. Elle nous permettra de faire la démonstration que nous sommes capables de gouverner ensemble. En attendant le vote pas pourquoi le l'air des cadavres à la droite dans les secteurs où l'évolution unitaire de la gauche est mal perçue. »

Ces secteurs sont les 1^{er} (quartier de l'Opéra, Vieux-Port, rue Saint-Ferréol) et 14^e (Prado) où, éventuellement, le 11^e (Comédie, Endoume, Roucas-Blanc) encore que ces prévisions pessimistes sur les résultats de l'union de la gauche soient contestées par les communistes. Pourtant, ceci, après avoir proposé l'union dans tous les secteurs en laissant au P.S. les postes de maire et de premier adjoint, ont accepté la présentation de listes séparées dans les 1^{er} et 14^e. « C'étaient des propositions raisonnables car nous sommes conscients de la portée nationale de la réalisation de l'union dans la deuxième ville de France », estime M. Robert Allione, secrétaire fédéral, membre du comité central du P.C.

« J'ai transformé la ville »

Les communistes qui déclinent les sept sièges du huitième secteur risquent de ne pas en occuper davantage au lendemain des municipales, s'ils conservent leur acquiescement au sentiment d'avoir la portion congrue.

Les socialistes craignent surtout de perdre la majorité absolue au sein du conseil municipal s'ils acceptent les revendications des communistes et si leurs anciens alliés conservent quelques sièges. Il faut, selon eux, qu'il n'y ait pas de problème lors du vote du budget. C'est la condition qui permet de pratiquer « une politique de dépenses productives, favorisant les équipements » et d'emprunter à l'étranger sans le gant de la collectivité locale en France à le faire », souligne-t-on.

C'est aussi la condition pour agir sans contrainte. « Etre maire ou ministre, ce n'est pas la même chose, déclare M. Defferre. Or, moi, je peux tout, je fais ce que j'ai transformé Marseille. Les hôpitaux, les clubs sportifs, les quartiers neufs, on les voit. Le métro va rouler dans quelques mois. J'ai réussi à créer un état d'esprit d'économie dans le budget de fonctionnement... » Sur ce terrain, le maire de Marseille, comme beaucoup de ses collègues, est insaisissable. Le mandat municipal est, à coup sûr, le plus gratifiant de tous ceux qu'offre la vie politique.

Les anciens alliés du maire ont été associés à cette gestion, dont les réalisations ne sont pas vraiment contestées : M. Defferre a fait beaucoup de Marseille, qui ne partageait pas ses positions politiques, le considèrent comme un bon maire. « Son image de marque de gestionnaire est bonne », reconnaît M. Joseph Comiti, ancien ministre et ancien député gaulliste.

Aussi bien les socialistes, qui se retrouvent dans l'opposition au pouvoir municipal, sont conduits par la force des choses à se battre sur le terrain politique contre le principe de l'union de la gauche. Ils sont, pour le reste, satisfaites des décisions prises et des réalisations de la mairie. Il faut rencontrer

« L'union dans six des huit secteurs, c'était pire que tout, estime M. Defferre. En politique, il faut savoir choisir. » La situation est restée bloquée. « Nous avons demandé des rencontres exceptionnelles au plus haut niveau. M. Defferre n'est jamais venu aux négociations et le cas de Marseille a toujours été tenu à l'écart, explique M. Allione. Pour nous, c'est une question de loyauté par rapport à l'accord national, de respect des engagements pris en commun. Le résultat, c'est qu'on n'applique pas l'accord dans la deuxième ville de France. Or s'il y a un danger à droite, il vaut mieux l'affronter dans l'union. La démocratie, c'est que toutes les instances de la gauche soient représentées à la mairie. Si nous avions présenté une liste d'union au premier tour tout le monde aurait dit : ça a changé ! La gauche se serait présentée dans de meilleures conditions à la bataille pour les législatives de 1978. »

Aucun doute pour M. Allione, qui sur un cas comme celui-ci la place du P.C. dans la vie politique locale et la volonté de la réduire. »

M. Jean Chélini, qu'un procès évoqué plus haut oppose à M. Defferre, pour entendre sur le compte du maire des propos vengeurs. « Main basse des socialistes sur la ville, mythe de l'incorruptibilité du maire, terrorisme de ses méthodes d'action, prise en main des clubs Léo Lagrange sur la jeunesse, etc. »

Si M. Chélini s'est prêté à une collaboration aussi compromettante avec les socialistes marseillais, c'est par « réalisme politique ».

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

Les républicains indépendants ont d'autres plus âgés échoués que « la politique de la main tendue aux socialistes ». Incarnée par leur leader régional M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, ancien député des Hautes-Alpes, n'a pas donné les résultats escomptés. Au contraire les gaullistes ont enregistré des mécomptes dans leur tentative pour supplanter les gaullistes comme l'ont prouvé les résultats des dernières élections cantonales. Avec les centristes, ils ont été bien contents de retrouver leurs anciens adversaires gaullistes avec lesquels ils en découvrant encore aux prochaines élections législatives car les ambitions électorales sont fortes dans cette coalition de circonstance. « C'est une union tactique et fragile. Je vous donne rendez-vous aux législatives. De toute façon ils n'ont jamais pu être d'accord, ça se voit dans les listes », dit tranquillement M. Defferre.

La « mission impossible » de M. Pujol

La plus à l'aise dans l'affaire est M. Marcel Pujol, député R.P.R., qui avait été le suppléant de M. Joseph Comiti. Gaulliste de toujours, en marge de l'ex-U.D.R., ce chef d'entreprise, ancien président de l'union départementale du patronat, responsable fédéral des P.M.E., a, aux yeux de tous ses amis et alliés, le double mérite du courage et de l'honnêteté. Cela lui vaut de conduire la liste « Marseille avenir », car il est le seul à pouvoir contester sans complexité la gestion de M. Defferre. M. Comiti lui a volontiers laissé la place, car il estime n'avoir rien à gagner dans cette aventure. Il se réserve pour les législatives et pour son service de l'hôpital de la Conception. Chirurgien à plein temps, il a retrouvé le métier avec l'enthousiasme d'un interne. A l'écart de la bataille, il n'en est que plus disponible pour raconter, dans le détail, comment « l'inquisition fiscale » a, sur ordre ministériel, sévi dans sa famille et son entourage. M. Comiti se classe lui-même parmi les gaullistes que le pouvoir gaillardien a tenté d'éliminer avec des méthodes qui ne s'inspirent pas de la libéralisme.

Pendant ce temps, M. Pujol demande où sont les espaces verts et les parkings, met en cause le maintien au vingtième siècle de « torpilleurs », cet atelage anachronique qui embarque le contenu des fosses d'égouts dans les quartiers où le tout-à-l'égout n'existe pas. Il se plaint de l'hémorragie industrielle qui a entraîné le départ de douze

milliers salariés. « La qualité de la vie est négligée », assure-t-il. La liste de Marseille-Avenir (20 R.P.R., 18 R.I., 11 C.D.S., 5 C.N.I.P., 4 radicaux, 3 membres du parti des Forces nouvelles et 2 personnalités, M. Pujol et M. Jacques Garrello, professeur d'économie appliquée à l'université de droit, d'économie et de sciences d'Aix-Marseille, que ses déclarations classent nettement à droite) se fixe six objectifs : défendre le cadre de vie ; redonner une âme aux quartiers ; améliorer la circulation ; dépolluer l'air ; créer vingt mille emplois et économiser 80 millions de francs.

« N'est-ce pas là une « mission impossible », comme le note un bon connaisseur de la vie politique marseillaise ? En vérité, ce qui intéresse tous les protagonistes de cette histoire, c'est moins l'échéance immédiate que la suite, les législatives bien sûr, mais aussi la succession plus lointaine du maire. A cet égard, le P.C. dément que M. Guy Harmer, jeune membre du bureau politique, ait envisagé de se présenter aux municipales. Après M. Dijoud, MM. Chélini et Gaudin, ou M. Garrello, ou encore M. Marcel Genoyer, industriel, qui ne se représente pas parce qu'il ne veut pas cautionner le programme commun, sont tous en âge de nourrir de légitimes ambitions. La difficulté, pour eux, c'est que M. Defferre pense, lui aussi, à sa succession. Mais lui ne sait vraiment qui est le second commandant de bord.

ANDRÉ LAURENS.

LYON : quand M. Collomb délègue M. Soulier.

(De notre correspondant.)
Lyon. — Le face à face attendu des Lyonnais n'aura pas lieu. Le maire, M. François Collob, n'a pas accepté de débattre avec M. Claude Bernardin, socialiste, chef de file des listes de l'union de la gauche. Il enverra à sa place, lors de la rencontre que prépare Europe 1, celui qui prend ainsi rang de « vedette » de son équipe : M. André Soulier, naguère membre du P.S., récemment rallié (le Monde daté 13-14 février).

Certains des proches de M. Collob s'inquiètent d'ailleurs quelque peu de la rapidité avec laquelle le nouveau venu est arrivé à se « placer » dans la « future » hiérarchie municipale lyonnaise. Ils craignent que M. Soulier ne soit en mesure de rencontrer au moins une rencontre qui mettrait en présence, par exemple, M. Bernardin, Collob et Soulier.

(Interim.)

A Boulogne, une luxueuse résidence dans un parc de 5.500 m².

terrasses et jardins d'agrément

La campagne à la ville au Parc des Abondances :

• dans 4 petits immeubles entourés d'arbres, il reste quelques appartements disposant de vastes terrasses et de jardins d'agrément. Les prix sont fermes et définitifs à la réservation.

Appartement témoin

31 rue Anna Jacquin 92 Boulogne, ouvert tous les jours même dimanche (sauf mardi et mercredi) de 14 h 30 à 18 h 30.

Nos services étudieront avec vous tous les aspects de votre problème de financement.

55 55 21 0

PROMEX

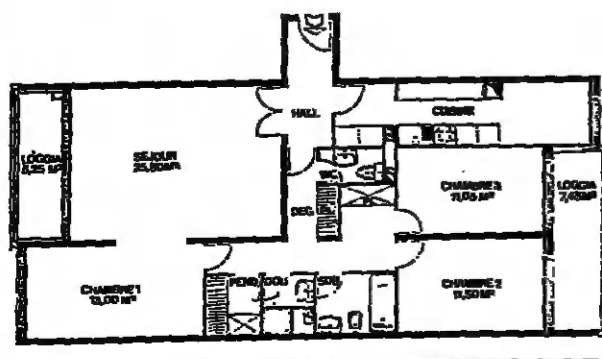
65 RUE RENNEQUIN PARIS 17^e

LE MARQUIS

19-21 rue Cambonne, Paris 15^e

appartements de 2 et 4 pièces

appartement-modèle et bureau de vente sur place tous les jours, de 14h à 19h30 : Tél. 783.64.32.



JOR
JOR & CIE S.A.
Téléphone : 766.25.32

M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER : M. Chirac est un homme de bruit et de fureur.

M. Jean-Claude Gaudin, secrétaire fédéral des républicains indépendants, ancien député des Hautes-Alpes, n'a pas donné les résultats escomptés. Au contraire les gaullistes ont enregistré des mécomptes dans leur tentative pour supplanter les gaullistes comme l'ont prouvé les résultats des dernières élections cantonales. Avec les centristes, ils ont été bien contents de retrouver leurs anciens adversaires gaullistes avec lesquels ils en découvrant encore aux prochaines élections législatives car les ambitions électorales sont fortes dans cette coalition de circonstance. « C'est une union tactique et fragile. Je vous donne rendez-vous aux législatives. De toute façon ils n'ont jamais pu être d'accord, ça se voit dans les listes », dit tranquillement M. Defferre.

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M., l'Assistance publique. Cela lui donne une clientèle au sens romain du terme ». M. Gaudin conclut : « Nous ferons quand même beaucoup de vol, même si le mode de scrutin ne nous laisse que peu de chances. »

M. Jean-Claude Gaudin, président de la fédération des républicains indépendants est beaucoup moins amer. Il regrette les belles années d'une gestion qui laissait : « la politique au vestiaire ». Mais, constate M. Gaudin, « c'est lui qui a provoqué la rupture ». Il a ajouté : « A partir du moment où ils se mettent d'accord en haut, ça devait arriver tout d'un coup, tout était de la part de Giscard, le zéro et le zéro... Ici le P.S. déteste tout le pouvoir local, les députés, les sénateurs, le conseil général, le Préfet, le conseil régional, l'Office d.H.M.,

POLITIQUE

LES DISCUSSIONS SUR L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN

POINT DE VUE

Nationalisations, centralisation, indépendance

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

Le débat à gauche sur les nationalisations manque d'ampleur, donc de réalisme. Pour trois raisons.

La première tient à ce que le débat est décalé. Depuis la signature du programme commun et la campagne pour les élections législatives de mars 1973, les sondages sur la question ont montré la faveur populaire quant à des mesures qui, aujourd'hui que le S.N.C.F., l'E.D.F. et Renault sont dans les maurs, ne font plus peur. Aussi bien la majorité, qui n'est pas en retard d'un simple pas dans ses argumentations anti-collectivistes, n'a-t-elle pas fait son cheval de bataille.

L'épouvantail est le totalitarisme, ce n'est pas la nationalisation. Mais l'acquiescement ou l'indifférence du grand nombre ne veut pas dire le civisme de la minorité naissante. Celle-ci, quelles que soient les assurances du programme commun ou les précisions du colloque socialiste qui vient de clore François Mitterrand, ou les propositions d'indemnisation en bons du Trésor articulées par le P.C., est bien décidée à mettre immédiatement ses capitaux à l'abri, c'est-à-dire hors de l'Hexagone. Déjà, la simple majoration de l'impôt sur les successions en septembre 1968, ou même la timide taxation des plus-values de la fin de l'année, ont montré qu'en ce domaine la moindre risée chasse tous les volubiles.

Que sera-ce si M. Georges Marchais ou l'un de ses lieutenants devient ministre du travail ? Aucune proposition de la gauche, du seul fait qu'elle est la gauche, ne peut balancer ces réflexes conditionnés. Aucune proposition, sinon une politique préventive et réductrice bipartite, c'est-à-dire nationale, qui éliminerait l'impératif, sur instruction de l'actuel ministre des finances, c'est-à-dire M. Raymond Barre, un contrôle très strict des mouvements de capitaux bien avant l'échéance de 1978. Ce serait l'intérêt de tout le monde, en tout cas du pays.

La deuxième raison tient à ce que l'Etat est bien davantage limité dans son action par les sociétés supranationales que par les « gros » et les quelques « milliardaires » visés par le programme commun ou par le parti communiste. Ne traiter du pouvoir économique qu'en termes hexagonaux, c'est oublier combien notre substance industrielle, nos marchés, notre technologie, le niveau de notre emploi, l'appel au crédit national sont déjà, pour une part parfois dominante dans certains secteurs, aux mains de l'étranger. La réflexion vraiment décisive en ce domaine devrait porter sur l'inventaire de ce qui reste national, sur la réalité d'une indépendance industrielle que les gouvernements, depuis « l'ère nouvelle » de 1974, n'ont cultivée qu'à force de mariages avec l'étranger : la nucléaire, l'informatique, l'aéronautique, nous échappent ainsi, tandis que nous nous efforçons, comme le chien courait après sa queue, de retrouver sur les marchés extérieurs la part que sur le nôtre nous avons cédée à l'étranger, notamment anglo-saxon.

Le mode de calcul des indemnités proposées pour l'Hexagone par les communistes s'appliquerait à merveille pour les filiales étrangères vivantes, à peine l'apport initial liquidé, de nos crédits, de nos facilités fiscales, de nos hautes écoles, de nos circuits d'assurance à l'exportation. Déduction faite de ces apports initiaux et des marchés conquis grâce au masque français, la nationalisation de ces avoirs étrangers ne coûterait guère ; et la pourrait commencer, pour une part de plus en plus grande de notre industrie, le vrai débat sur le point de savoir qui commande à l'usine.

La troisième raison tient à ce que le programme commun n'a toujours pas intégré les thèmes autogestionnaires du C.E.R.S., et que le changement économique — l'ulte des capitaux en sus — risque de n'être qu'un gigantesque partage des dépouilles de l'administration, des finances et de l'industrie comme dans le secteur nationalisé ou nationalisable. Mais les maurs réacteurs les mêmes. Déjà M. Giscard d'Estaing n'a placé, ces derniers temps, à la tête des grandes banques de l'Etat, ses lieutenants de la Rue de Rivoli ou de l'Elysée que pour faire place à ceux qui, à peine moins hauts dans la hiérarchie, sont déjà au cabinet fantôme de François Mitterrand. Ce qui n'empêche nullement ces banques ou ces sociétés nationalisées de gérer avec une étonnante liberté leur portefeuille de devises ou bien leur crédit industriel. Aucune réflexion concrète n'est, d'autre part, menée sur ces guerres incessantes entre grandes adminis-

trations des finances, de l'industrie, des relations extérieures, politiques ou économiques, qui, traitant des mêmes affaires, ont des conceptions parfois si diverses que l'intérêt national a cédé à la manœuvre électorale ou à la pression de telles banques pas encore nationalisées.

Dans une banque faite par l'Etat et trop souvent pour l'Etat, l'outil ne manque pas d'une politique économique forcément un temps autoritaire s'il s'agit du grand changement souhaité par tous les esprits lucides. Ils sont même déjà à la disposition de M. Giscard d'Estaing. Tout est dans les maurs de ceux qui en tiennent les leviers, tout est dans la politique défendue tant au conseil des ministres qu'aux quichottes de la Banque de France. Que ces maurs soient passionnément civiques, que cette politique soit intrinsèque en matière d'indépendance nationale et de justice, alors le débat sur les nationalisations est sans objet, car l'équilibre d'un pays dans le monde d'aujourd'hui n'est plus la somme des équilibres financiers ou sociaux de milliers d'entreprises ou de ménages. Il est, par nature, différent. Equilibre des paiements, contrôle national des marchés, indépendance des approvisionnements, rigueur du budget et de l'emploi des deniers publics, sont l'essentiel. C'est-à-dire le préalable à ce qu'il faudra bien envisager un jour : la réelle démocratie à la base, une fois notre économie restaurée dans son crédit international et dans son tissu hexagonal. A entendre les camps se ranger dans la bataille de 1978, l'impression prévaut pour le moment qu'ils sont également loin de cette perspective. Donc, de ce réalisme national.

LA GARANTIE DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES NATIONALISEES

Les entreprises nationalisées n'ont-elles pas toutes les mêmes garanties de leur personnel. Lorsque c'est le cas à l'E.G.F., la S.N.C.F., les Charbonnages de France, la S.A.T.P., etc., tout agent bénéficie de la garantie de l'emploi. Les entreprises sans statut pour le personnel, tel que la S.N.I.A.S., Renault, A.T. France, la C.E.A., etc., les salariés peuvent être licenciés sous réserve de l'autorisation de l'inspection du travail.

Cependant, dans les entreprises à statut, comme dans la fonction publique et les collectivités locales, la stabilité de l'emploi ne joue que pour le personnel titulaire. Les agents auxiliaires ou vacataires travaillent avec des contrats facilement reconduits, mais qui peuvent prendre fin d'année en année. Les agents des collectivités ont en principe dans le même cas, mais, dans la pratique, ils sont moins exposés.

M. MOTCHANE CONTESTE LES PROPOSITIONS DE M. ATTALI

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du P.C.F., a publié mardi 15 février une déclaration dans laquelle il conteste les propositions faites par M. Attali en matière d'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisées. L'Humanité du 15 février se trompe quand elle affirme, sous la plume de M. Jack Dion, que les socialistes entendent « laisser la propriété des entreprises entre les mains des gros possédants ». M. Mitterrand a dit clairement, le 12 octobre, au « Forum de l'expansion », que les actions des firmes nationalisées seraient transformées en « obligations participantes ».

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du Mouvement des radicaux de gauche, se félicite des prises de position des dirigeants socialistes en matière de nationalisations. Il a déclaré mardi 15 février : « Le P.C.F. par ses propositions originales concernant l'indemnisation des actionnaires, commence à percevoir les réalités. Les nationalisations ne se résument pas aux problèmes économiques et sociaux d'un grand pays confronté aux réalités de l'économie de marché européenne et internationale. Il importe que la suppression de certains grands monopoles capitalistes ne signifie en aucune façon céder à la tentation de bureaucratiser l'économie française. »

VRAI ET FAUX DÉBAT

Le débat sur les nationalisations prévues par le programme commun continue d'alimenter la chronique. MM. Barre et Marchais y ont apporté chacun une nouvelle contribution, lundi 14 février, non dénuée d'intention polémique dans les deux cas. Quand le premier ministre explique que les ouvriers d'une entreprise pourraient obtenir sa nationalisation, il sait ou devrait savoir qu'il tient un propos inexact. Le programme commun de la gauche dit, en effet, de la façon la plus claire, au chapitre 2 de sa deuxième partie, qu'au cas où les travailleurs formuleraient « la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public... le gouvernement pourra le proposer au Parlement ». Ce qui place deux verrous dans le dispositif : le choix du gouvernement pour aller dans ce sens, l'accord du Parlement (après notamment l'intervention du Sénat) pour le suivre.

M. Barre est d'autant moins fondé à céder à la polémique que M. Mitterrand avait longuement rappelé ce point la veille, lors du colloque du P.S. sur la politique industrielle (voir Le Monde du 15 février).

M. Marchais se laisse lui aussi quelques peu emporter, quand il déclare à TF 1 que le mode d'indemnisation proposé il y a trois mois par M. Mitterrand — et qu'a rappelé récemment M. Attali dans les Echos — est « la contrepartie de la nationalisation ».

Trois jours plus tôt, M. Fierman, secrétaire du comité central n'avait pas été moins excessif en déclarant sur le même sujet : ce que propose le P.S. « c'est tout simplement de renvoyer à la nationalisation ».

En fait, où se situe véritablement le débat ? Et que penser des formules proposées par chacun des participants du programme commun ?

Le paragraphe unique — de six lignes — consacré par le programme commun à l'indemnisation des actionnaires n'est remis en cause ni par le P.S. ni par le P.C. Chacun des deux partis réaffirme presque quotidiennement que les actionnaires ne seront pas « spolies », mais « indemnisés », et qu'une distinction sera faite à ce propos entre les petits actionnaires et les gros porteurs.

De même — quel qu'en dise M. Marchais — les deux partis sont d'accord pour mettre fin au statut d'actionnaire des firmes nationalisées. Les anciens propriétaires des sociétés nationalisées, l'Humanité du 15 février se trompe quand elle affirme, sous la plume de M. Jack Dion, que les socialistes entendent « laisser la propriété des entreprises entre les mains des gros possédants ». M. Mitterrand a dit clairement, le 12 octobre, au « Forum de l'expansion », que les actions des firmes nationalisées seraient transformées en « obligations participantes ».

« obligations participantes » ; M. Attali a répété, le 11 février, que les nouveaux titres remis aux anciens propriétaires seraient « essentiellement des créances sur ces firmes ». Ce point est donc clair. Et le syndicat des agents de change, M. Flomoy, l'a si bien compris qu'il vient précisément de reprocher au parti socialiste de vouloir transformer les actionnaires en « vulgaires créanciers ».

La divergence porte en réalité sur deux points que l'expression très générale — trop générale ? — de programme commun (« solution équitable » d'indemnisation) ne permet pas de trancher.

1) Les titres remis aux anciens actionnaires devront-ils être amortis ou non ? Oui, répond le parti communiste, reprenant la formule traditionnelle utilisée dans la plupart des cas à la Libération ; pour lui, les obligations d'Etat remises aux anciens propriétaires seront remboursées au vingt ans par tranches égales, ce qui représentera, selon M. Fierman, un coût annuel de 2,8 milliards de francs pour le Trésor (intérêts compris). Le parti socialiste juge l'opération trop coûteuse pour les contribuables et propose que les titres « nouveaux » ne soient pas amortissables, leur détenteur pouvant simplement les vendre en Bourse au cours du jour. La formule est séduisante, mais à une condition, évidemment capitale : que ces cours ne diffèrent pas trop de ceux des actions des entreprises en question.

Les cours des titres dépendent moins — pour les grandes entreprises notamment — de la valeur intrinsèque des firmes que du revenu qu'elles procurent, cette question est évidemment liée à une autre, également posée de discord entre socialistes et communistes : celle qui concerne le revenu des futures obligations.

Quelle indexation ?

2) Faut-il indexer le revenu des titres remis aux anciens actionnaires ? Logique avec lui-même, le parti socialiste propose l'indexation sur les résultats de l'entreprise, de façon que le titre « se ferme » en Bourse. Le risque n'est pas nul, en effet, de le voir rapidement dévaluer. Déjà, à l'heure actuelle, les actions de certaines sociétés « nationalisées » se comportent mal en Bourse, en raison notamment de cette perspective. M. de Fouchier, président de Paribas, a pronostiqué — peut-être dans un but d'intimidation — que le « marché financier » réserverait le sort le plus minable aux titres en question. A fortiori, s'ils n'étaient pas indexés, leur cours risquerait-il de fléchir sensiblement.

Le parti communiste, lui, voit dans l'indexation proposée une façon pour

l'actionnaire de « continuer à s'enrichir grâce au travail et à l'épargne des salariés ». Il prétend que l'on se contente, jusqu'à amortissement complet des titres, d'un taux d'intérêt se référant à celui du marché des obligations et de l'ordre de 10 %.

Pour pouvoir apprécier justement les avantages et les inconvénients de chaque formule, il faudrait savoir sur quoi portera exactement l'indexation envisagée par le P.S. Sur les bénéfices ? Mais les entreprises nationalisées en feront-elles et combien dans un régime où, si elles resteraient libres de leur gestion quotidienne — M. Rocard l'a rappelé dimanche, approuvé par M. Mitterrand, — les grands choix d'orientation seront fixés par la collectivité nationale dans le cadre du Plan et précises, entreprises par entreprises.

Le premier secrétaire du parti socialiste a rappelé l'exemple de l'indemnisation, à la Libération, des propriétaires des sociétés d'électricité privées, qui se sont fort bien trouvés des titres indexés de la Caisse nationale de l'énergie qui leur ont été remis. Mais l'indexation portait alors sur le chiffre d'affaires de l'E.D.F. et non sur ses bénéfices. Or le P.S. parle maintenant de référence aux « résultats » des entreprises nationalisées. Les divergences entre P.C. et P.S. seraient peut-être moins vives si était précisée la nature de l'indexation envisagée par le parti socialiste.

La liste des firmes à faire passer dans le domaine public pourrait être considérée comme une troisième divergence. M. Mitterrand s'en tenant aux groupes inscrits au programme commun ainsi qu'à son crédit, tandis que M. Marchais parle d'ajouter la pétrole, la sidérurgie et l'aéronautique. Mais, outre que M. Mitterrand avait été le premier à évoquer le cas de ce dernier secteur — à propos de la fusion Peugeot-Citroën, — il a rappelé que l'Etat devrait prendre une participation majoritaire dans certains secteurs, comme probablement celui de l'acier. Reste le pétrole.

« Le débat est ouvert », a déclaré dimanche le leader du P.S. M. Fierman a répondu lundi que le calendrier des discussions devrait tenir compte de l'échéance des législatives. Entre la volonté du député de la Nièvre de respecter « le contrat conclu avec l'opinion publique » et celle de M. Marchais de tenir compte des « faits nouveaux » intervenus depuis 1972, il y a matière à un dialogue nécessaire, même s'il doit être délicat. L'expérience confirme, en effet, qu'il trop rester dans le vague les accords de la gauche peuvent donner à la majorité la possibilité de jouer sur les divergences de l'opposition.

GILBERT MATHIEU.

"LA CHUTE DES CHEVEUX" CERTAINS EN PARLENT, D'AUTRES AGISSENT.

Vous avez cheveux en défilé mal, vous cherchez le "Miracle" ? Ils tombent, ils sont gras ou trop secs, vous avez des pellicules, des démangeaisons... Venez nous voir. L'Institut Capillaire Bridgecap ne fait pas de "miracle", mais applique de façon sérieuse et efficace une technique exclusive mise au point dans ses laboratoires qui permet la remise en état du cuir chevelu et régularise le cycle naturel de chute et de repousse du cheveu.

Cette-ci se divise en deux phases : — Vous nous exposez l'état de vos cheveux, nous vous indiquons les causes et les effets de la chute. — Puis nous activons la croissance du cheveu en appliquant sur le cuir chevelu ainsi régénéré, un bio-stimulant aux propriétés vivifiantes.



Dégénération du cuir chevelu.

Nous vous dirons honnêtement si vos soins peuvent résoudre votre problème. Avant tout, un long entretien vous est à l'écoute consacré, sans aucun engagement. Téléphonez-nous pour prendre rendez-vous.

PARIS 16 bis Champs-Élysées — Tél. (1) 225.59.49
TROUVILLE — Tél. (1) 26.37.01
AIX-EN-PROVENCE — Tél. (91) 26.37.03
ANGERS — Tél. (41) 26.37.03
CLERMONT-FD. — Tél. (73) 59.38.34
DIJON — Tél. (80) 32.56.63
LIMOGES — Tél. (83) 32.45.37
LYON — Tél. (78) 31.21.60
MARSEILLE — Tél. (91) 31.21.60
MONTPELLIER — Tél. (67) 72.81.56
NANTES — Tél. (40) 71.74.55
NICE — Tél. (93) 87.11.18
RENNES — Tél. (99) 30.06.88
TOULON — Tél. (94) 92.35.69
TOURS — Tél. (47) 20.33.60
Tous les jours de 11 h à 20 h, Samedi de 9 h à 13 h.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGECAP
Les cheveux sont faits pour rester sur la tête.

PARIS HERDO spécial élections municipales

Cette semaine

Campagne à l'américaine ou un vrai débat pour les Parisiens

● Faire du sport à Paris

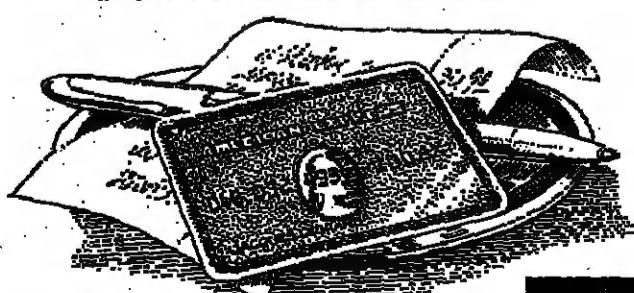
avec Alain Calmat, Jean Pommat, Daniel Hechter, Président du Paris-Saint-Germain et des dirigeants d'organisations.

Gastronomie chez Albert "Le Homard Poché aux Herbes"



Chez Albert est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 122, Av. du Maine - Paris 14^e. Tél. : 783 67 62. Fermé le Lundi.

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



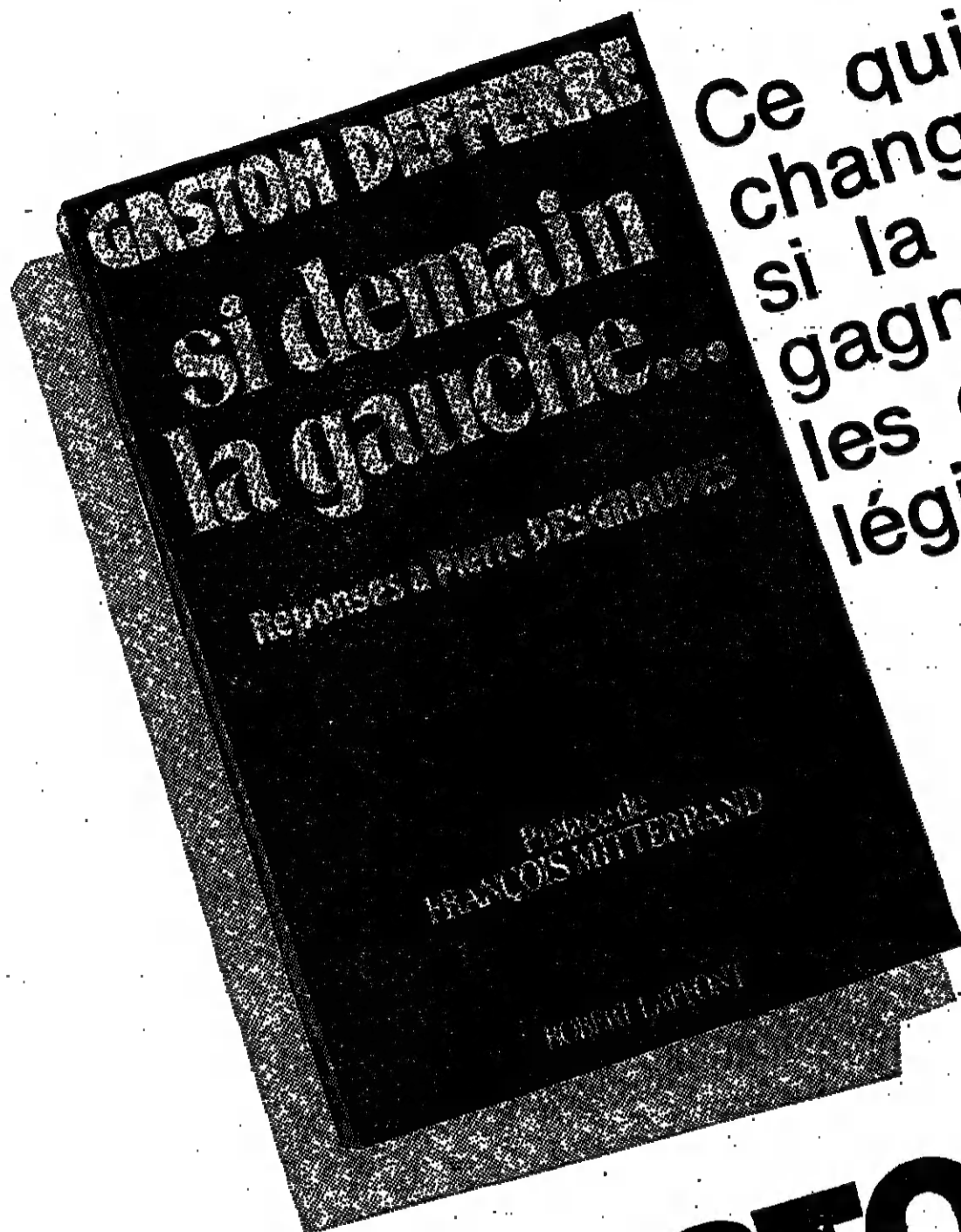
En France. Et à l'étranger.

Dégustation chez Marius "Le Loup au Fenouil"



Marius est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 82, Bd Murat - Paris 16^e. Tél. : 288 67 80. Fermé le Dimanche Soir et le Lundi.

ROBERT LAFFONT



Ce qui
changera
si la gauche
gagne
les élections
législatives

**GASTON
DEFFERRE**

**si demain
la gauche...**

réponses à
PIERRE DESGRAUPES
préface de François Mitterrand
le livre qui répond clairement
aux questions des français

CENTRES CULTURELS ETRANGERS

CENTRE CULTUREL ALLEMAND
GUTHRIE-INSTITUT
17 avenue d'Iéna - 10^e
Mardi 23 février, 20 h.

PANTOMIMISTES
Einar Gebelin, pantomimes
Wilhelm Bruck et Theodor Rose,
guitare, synchronisation
Ressort Pohlmann, technique
Musique de Sade, Dandini, Yves
et autres suivi vers 21 h. 30 d'un
débat « Pantomime et la théâtre
musical » avec l'équipe du Forum
de Musique Contemporaine et les
interprètes du spectacle.

INSTITUT NEERLANDAIS
121 rue de Lille - 7^e
Jusqu'au 6 mars

LE CABINET D'UN AMATEUR
XVI^e et XVII^e siècles
Musée de la Ville d'Amsterdam
Tous les jours de 13 h à 19 h, sauf
lundi, mardi, nocturne jusqu'à 22 h.

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Payenne - 3^e
Jusqu'au 18 mars

**GRAVURES RUPESTRES
DE L'ÂGE DE BRONZE**
Exposition documentaire
Tous les jours de 10 h à 12 h, 14 h à 16 h, 18 h à 20 h, samedi et dimanche de 10 h à 12 h, 14 h à 16 h, 18 h à 20 h, sauf dimanche et lundi, mardi, nocturne jusqu'à 22 h.

P.-A. GETTE :
ITER SUECHUM
Notes et observations remuées
en Suède
Tous les jours de 14 h à 18 h, sauf
mardi 22 février à 20 h 30.

CONCERT
MATS LILJEFORS, violon
ANI GAZARIAN, piano
Musée de la Ville d'Amsterdam
Mardi 22 février, 20 h 30.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS

28 rue France-Bourgeois - 3^e
17 février - 19 mars 21 h
tous les soirs sauf dimanche et
lundi - matinée samedi à 16 h
création
**écoute le bruit
de la mer**
par
Théâtre du Fil d'Ariane
tél. 278.66.65

MULTI CINE

CASANOVA
Un adolescent à Venise
ÉLYSÉES LINCOLN/HAUTEVILLE
DRAGON/SAINT-LAZARE PASQUIER

PASCUAL DUARTE
LINCOLN/QUINTETTE
SAINT-LAZARE PASQUIER

RENÉ LA CANNE
QUINTETTE LATIN

LE DÉSERT DES TARTARES
HAUTEVILLE

L'ESPRIT DE LA RUE
STUDIO SAINT-GERMAIN

BARRY LYNDON
de Stanley Kubrick
24^e semaine

CRIA CUERVOS
23^e semaine
HAUTEVILLE

Expositions

CENTRE BEAUBOURG
Sauf mardi, de 15 h à 22 h ;
samedi et dimanche, 10 h à 18 h ;
22 h à 23 h 30.

MARCEL DUCHAMP, rétrospective
— Salle des manifestations tempo-
raires. Entrée : 5 F. Jusqu'au 2 mars.

**ACQUISITIONS DU CABINET
D'ART GRAPHIQUE DU MUSÉE
NATIONAL D'ART MODERNE**
— 1977-1978. — Cabinet d'art graphi-
que. Jusqu'au 7 mars.

GERHARD RICHTER — Entrée
libre. Jusqu'au 21 mars.

À PROPOS DE NICE : 1956-1978
— Entrée libre. Jusqu'au 11 avril.

CA VA ? CA VA. — Entrée libre.
Jusqu'au 7 mars.

CENTRE DE CRÉATION INDUSTRIELLE
(entrée libre)
ARCHÉOLOGIE DE LA VILLE.
Jusqu'au 13 mars.

ANATOMIE D'UN BATTIMENT.
Jusqu'au 13 mars.

PAUL DAVIS. — Jusqu'au 13 mars.

FEMMES D'UN JOUR. — Jusqu'au
27 février.

DESIGN INDUSTRIEL : des moules
pour apprendre, jouons avec
le design : la queue mécanique.
— Jusqu'au 20 février.

**PEAUX DE VACHE ET FOLLE
MARABRE.** — Exposition-atelier au
Musée des entrées du Musée d'Art
moderne de la Ville de Paris, 14, quai
de New-York. Jusqu'au 20 février.

**CINQUANTENNAIRE DE L'EXPO-
SITION DE 1924.** — Musée des arts
décoratifs, 107, rue de Rivoli (280-
33-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ;
le dimanche de 12 h à 18 h. Entrée :
5 F. Jusqu'au 28 février. (L'exposition
est complétée par des conférences,
le samedi, à 14 h 30, et des
visites-conférences. Renseignements
au musée.)

GEORGES SAND. — Bibliothèque
nationale, 58, rue de Richelieu (286-
62-62). Tous les jours, de 10 h à 18 h.
Entrée : 5 F. Jusqu'au 10 avril.

**STOMMAGE À MAX JACOB (1876-
1954).** — Musée de Montmartre,
17, rue Saint-Vincent (207-11-30).
Sauf mardi, de 14 h 30 à 17 h 30 ;
dimanche, de 10 h à 17 h 30.

**LES PEINTURES TEMOINS DE
LEURS TEMPS : LA FÊTE.** — Musée
Galliera, 10, rue de Valenciennes
(270-45-46). Sauf mardi, de
10 h à 17 h 40. Entrée : 5 F. Jus-
qu'au 27 février.

**LES PARISIENS CHEZ LUI EN
SIÈCLE.** — Musée de la Ville de
Paris, 58, rue de Richelieu (286-
62-62). Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30.
Entrée : 5 F. Jusqu'au 28 février.

LES ARTS DU SPECTACLE (278-14-60).
14, rue de Valenciennes (278-14-60).
Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30. Jus-
qu'au 13 mars.

**GRAVURES RUPESTRES DE
L'ÂGE DE BRONZE.** — Musée de la
Ville de Paris, 11, rue Payenne (270-
45-46). De 10 h à 12 h 30 et de 14 h
à 18 h ; samedi, de 10 h à 18 h ;
dimanche, de 10 h à 17 h. Visites commentées,
à 15 h, les jeudi 24 février et samedi
26 février. Jusqu'au 13 mars.

**LA PEINTURE ALLEMANDE À
L'ÉPOQUE DU ROMANTISME.** — Orangerie
des Tuileries (078-99-48).
Sauf mardi, de 10 h à 18 h ; le samedi,
de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F. Jus-
qu'au 28 février.

**MOUVEMENTS ACQUISITIONS DU
MUSÉE D'ORLÈANS.** — Musée de la
Ville de Paris, 11, rue Payenne (270-
45-46). Sauf mardi, de 10 h à 18 h ;
le samedi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F.
Jusqu'au 28 février.

**LIBERIO RADII, sculptures poly-
chromes.** — Musée d'Art moderne de
la Ville de Paris, 11, avenue du Pré-
sident-Wilson (728-61-47). Entrée :
5 F. (gratuite le dimanche). Jus-
qu'au 28 février.

PAUL 1904 EN HONGRIE. — Petit
Palais, avenue Winston-Churchill
(285-06-31). Sauf mardi, de 10 h à 18 h ;
le samedi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F.
Jusqu'au 13 mars.

VIERA DA SILVA, gouaches. —
Musée d'Art moderne de la Ville de
Paris, 11, avenue du Président-Wilson
(728-61-47). Sauf mardi, de 10 h à 18 h ;
le samedi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F.
Jusqu'au 13 mars.

MACCARTHY, peintures. — Musée d'Art
moderne de la Ville de Paris (voir ci-
dessus). Jusqu'au 27 février.

**HENRI RAUZY, à travers la
ville de Paris (voir ci-dessus).** Jus-
qu'au 6 mars.

**RENÉ AUJERON, peintures val-
doises.** — Musée d'Art moderne de la
ville de Paris (voir ci-dessus). Du 17
février au 6 mars.

**TROIS ASPECTS DU MESSIAH
CONTEMPORAIN.** — ACO 8 du
Musée d'Art moderne de la ville de
Paris (voir ci-dessus). Du 19 février
au 13 avril.

VIETRY-SUB-SEINE. — Gaillon,
cinquante peintures 1972-1976. — Ga-
illon municipale par de la mairie,
rue de la Glacière (280-45-20). Sauf
mardi, de 14 h à 20 h. Jusqu'au
8 mars.

RAFAEL FERRER. — Galerie Der-
rière, 6, rue Jacques-Culot
(033-41-41). Jusqu'au 11 mars.

GAGGEN. — 1975-1976. — Ga-
lerie Karl Flinker, 25, rue de Tour-
non (325-16-75). Jusqu'au 26 février.

S.A.A.C.H.E. — Galerie
13, rue de Théban (322-13-19). Jus-
qu'au 11 mars.

GRATIALOUP. Méditations paysa-
ges. — 16, rue Cadet. Tous les jours,
de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

LIDIA MASTERKOVA. — Galerie
Lidia, 10, rue Jacob (285-
23-18). Jusqu'au 11 février.

HENRY NOUVEAU. 1901-1959. —
M. Lamy, 1, rue de Valenciennes
(277-15-12). Jusqu'au 5 mars.

GIANNI FRANCO PIZZOLI. Idées.
Galerie Saint-Paul, 22, rue Saint-
Paul (287-61-02). Jusqu'au 5 mars.

ARMAND FETTERMAN. — Galerie
Nancy Stern, 10, rue de Valenciennes
(270-45-46). Sauf dimanche et lundi,
de 10 h à 18 h. Jusqu'au 5 mars.

REUTERSVAARD. Amours
divines dans les my-
thes égyptiens. — Galerie Liliane
François, 18, rue de Valenciennes
(225-23-32). Jusqu'au 5 mars.

ROLAND ROLLANT. — Le Soleil
dans la tête. 10, rue de Valenciennes
(277-15-12). Jusqu'au 5 mars.

GERARD SINGER. Dessins de sa-
tisfaction. — Galerie Jeanne Bucher,
10, rue de Valenciennes (225-23-32). Jus-
qu'au 28 février.

CYRILLE VARELA. — Musée de la
Ville de Paris, 11, rue Payenne (270-
45-46). Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30.
Jusqu'au 5 mars.

EN PROVINCE
BORDEAUX. La photo et la photo-
graphie : exposition 2^e de la photo-
graphie de la ville de Bordeaux.
G.A.P.C. entrepôt, rue de la Ferté
(44-16-35). Jusqu'au 5 mars.

BOURGES. Musée des beaux-
arts. — Maison 10, rue de la Ferté
(44-16-35). Jusqu'au 5 mars.

CAEN. La peinture macédoine.
— Musée de la ville de Caen (voir ci-
dessus).

CHARENTAIS. — Centre
cultural allemand, 17, avenue d'Iéna
(272-61-31). Sauf samedi et dimanche,
de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jus-
qu'au 28 février.

LE CABINET D'UN AMATEUR. — Institut
des Beaux-Arts de la ville de Paris,
121, rue de Lille (285-13-18). Sauf
mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F.
Jusqu'au 8 mars.

ROBERT FACHARD. Sculptures de
1924 à 1976. — M.J.C. Les Hauts de
Bellefleur, 43, rue du Borgeo (288-
62-13). Jusqu'au 27 février.

PAUL TUNER. — Institut
des Beaux-Arts de la ville de Paris,
121, rue de Lille (285-13-18). Sauf
mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 5 F.
Jusqu'au 8 mars.

FRANCIS BACON. — Galerie
Cécile Bernard, 5-6, rue
des Beaux-Arts (285-13-18). Jusqu'au
28 mars.

FREDERIC RENZI. — Galerie
D. Gervin, 34, rue du Bac (281-11-78).
Jusqu'au 5 mars.

ANNA-SVJA HIRSHMAN. Huit pei-
ntures actuelles. — Galerie des Fran-
ces, 3, boulevard Saint-Honoré (285-06-37).
Jusqu'au 27 février.

BESTIOLLO. Peintures. — Galerie
Lodovic-Durand, 15, rue de Valenciennes
(270-45-46). Sauf mardi, de 10 h à 18 h.
Jusqu'au 5 mars.

JOSEPH BRUTS. Dessins. — Galle-
rie Bama, 30, rue du Bac (248-67-69).
Jusqu'au 5 mars.

FREDERIC BLEUET. — Galerie
l'Œil de Boule, 58, rue Quaiempois
(278-45-46). Jusqu'au 28 février.

JEAN-LOUIS BOULLON. Dessins et
instrumentaux. — Galerie Charley Che-
valier, 27, rue de la Ferté (44-16-35).
Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30. Jus-
qu'au 5 mars.

ANTHONY CLAVE. Gravures pour
« la Gloire des rois » de Sarraceni.
Ferra. Galerie Saint-Jacques-le-Garrec,
54, rue du Four (328-43-38). Jusqu'au
5 mars.

RAYMOND COUDRIN. — Galerie
Philippe-Frémont, 50, rue Jacob (280-
33-14). Jusqu'au 5 mars.

DUCHAMP. — Le trait
du trait. 14, rue de Valenciennes (548-04-81).
Jusqu'au 2 mars.

EN BANLIEUE
BOIGNY. Jean Picot la Douz.
Tapisseries, lithographies, cérami-
ques. — Hall d'honneur de l'hôtel
de ville. Jusqu'au 5 mars.

ANTHONY CARO. — Galerie Fil-
zar-Shalim, 23, rue des Blancs-Man-
sieux (278-74-33). Jusqu'au 19 mars.

ANTHONY CLAVE. Gravures pour
« la Gloire des rois » de Sarraceni.
Ferra. Galerie Saint-Jacques-le-Garrec,
54, rue du Four (328-43-38). Jusqu'au
5 mars.

RAYMOND COUDRIN. — Galerie
Philippe-Frémont, 50, rue Jacob (280-
33-14). Jusqu'au 5 mars.

DUCHAMP. — Le trait
du trait. 14, rue de Valenciennes (548-04-81).
Jusqu'au 2 mars.

EN BANLIEUE
BOIGNY. Jean Picot la Douz.
Tapisseries, lithographies, cérami-
ques. — Hall d'honneur de l'hôtel
de ville. Jusqu'au 5 mars.

ANTHONY CARO. — Galerie Fil-
zar-Shalim, 23, rue des Blancs-Man-
sieux (278-74-33). Jusqu'au 19 mars.

ANTHONY CLAVE. Gravures pour
« la Gloire des rois » de Sarraceni.
Ferra. Galerie Saint-Jacques-le-Garrec,
54, rue du Four (328-43-38). Jusqu'au
5 mars.

RAYMOND COUDRIN. — Galerie
Philippe-Frémont, 50, rue Jacob (280-
33-14). Jusqu'au 5 mars.

DUCHAMP. — Le trait
du trait. 14, rue de Valenciennes (548-04-81).
Jusqu'au 2 mars.

EN BANLIEUE
BOIGNY. Jean Picot la Douz.
Tapisseries, lithographies, cérami-
ques. — Hall d'honneur de l'hôtel
de ville. Jusqu'au 5 mars.

ANTHONY CARO. — Galerie Fil-
zar-Shalim, 23, rue des Blancs-Man-
sieux (278-74-33). Jusqu'au 19 mars.

ANTHONY CLAVE. Gravures pour
« la Gloire des rois » de Sarraceni.
Ferra. Galerie Saint-Jacques-le-Garrec,
54, rue du Four (328-43-38). Jusqu'au
5 mars.

RAYMOND COUDRIN. — Galerie
Philippe-Frémont, 50, rue Jacob (280-
33-14). Jusqu'au 5 mars.

DUCHAMP. — Le trait
du trait. 14, rue de Valenciennes (548-04-81).
Jusqu'au 2 mars.

EN BANLIEUE
BOIGNY. Jean Picot la Douz.
Tapisseries, lithographies, cérami-
ques. — Hall d'honneur de l'hôtel
de ville. Jusqu'au 5 mars.

ANTHONY CARO. — Galerie Fil-
zar-Shalim, 23, rue des Blancs-Man-
sieux (278-74-33). Jusqu'au 19 mars.

ANTHONY CLAVE. Gravures pour
« la Gloire des rois » de Sarraceni.
Ferra. Galerie Saint-Jacques-le-Garrec,
54, rue du Four (328-43-38). Jusqu'au
5 mars.

RAYMOND COUDRIN. — Galerie
Philippe-Frémont, 50, rue Jacob (280-
33-14). Jusqu'au 5 mars.

DUCHAMP. — Le trait
du trait. 14, rue de Valenciennes (548-04-81).
Jusqu'au 2 mars.

EN BANLIEUE
BOIGNY. Jean Picot la Douz.
Tapisseries, lithographies, cérami-
ques. — Hall d'honneur de l'hôtel
de ville. Jusqu'au 5 mars.

ANTHONY CARO. — Galerie Fil-
zar-Shalim, 23, rue des Blancs-Man-
sieux (278-74-33). Jusqu'au 19 mars.

ANTHONY CLAVE. Gravures pour
« la Gloire des rois » de Sarraceni.
Ferra. Galerie Saint-Jacques-le-Garrec,
54, rue du Four (328-43-38). Jusqu'au
5 mars.

RAYMOND COUDRIN. — Galerie
Philippe-Frémont, 50, rue Jacob (280-
33-14). Jusqu'au 5 mars.

DUCHAMP. — Le trait
du trait. 14, rue de Valenciennes (548-04-81).
Jusqu'au 2 mars.

EN BANLIEUE
BOIGNY. Jean Picot la Douz.
Tapisseries, lithographies, cérami-
ques. — Hall d'honneur de l'hôtel
de ville. Jusqu'au 5 mars.

LE HAVRE. Architectures marpi-
gnolles aux U.S.A. — Théâtre de l'éco-
le-de-ville (21-51-10). Jusqu'au
28 février.

LYON. Nouvelles Lyon-Perrache.
Centre d'échanges. — Musée des
beaux-arts, bd J.-F.-Kennedy
(42-33-87). Du 18 février au 29 mars.
Bibliothèque municipale. Du 18 fé-
vrier au 13 mars.

MARCO-EN-BARCEL. Pignon.
Jusqu'au 11 avril.

NANTES. La décoration à Ve-
nise. — Musée de la Ville de Nantes.
Jusqu'au 11 avril.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

STRASBOURG. Le trait. — Palais
des Beaux-Arts, 1, rue de la République.
Jusqu'au 28 février.

PARIS - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MARIVAUX - CAPRI GRAND
BOULEVARD - MOULIN-ROUGE - BOULMICH - PARAMOUNT MONTPARNASSE -
PARAMOUNT ORLÈANS - PARAMOUNT GALAXIE
Périphérie : ÉLYSÉES 2 - PARAMOUNT La Verrière - PARAMOUNT Orly - PUBLICIS
Défense - BOXY Val-d'Hyères - CYRANO Versailles - C2L Saint-Ger

CARNET

PRESSE

LE CONFLIT DU «PARISIEN LIBÉRÉ»

LES PROPOSITIONS DU RAPPORT MOTTIN

M. Mottin a remis, mardi 14 février, au conseil d'administration du Parisien libéré, le rapport qu'il a établi sur le conflit du Parisien libéré, à l'issue de deux mois de consultations (nos dernières pages du 16). Le document sera remis le 17 février.

M. Mottin — dans son rapport — a fait connaître quelques renseignements sur les six propositions de règlement de conflit. Ces propositions, qui ont été élaborées par une commission de médiation, sont destinées à régler le conflit du Parisien libéré. Elles sont destinées à régler le conflit du Parisien libéré. Elles sont destinées à régler le conflit du Parisien libéré.

Le reclassement dans les entreprises de presse concernerait une centaine d'employés. La direction du Parisien libéré s'est engagée à reclassement dans ses imprimeries de province ou de Saint-Ouen vingt membres de ses anciens personnels. En outre, le quotidien leur donnera en priorité en 1977 la totalité des postes éventuellement disponibles.

D'autre part, le médiateur estime que le lancement prochain du Parisien libéré de Paris, qui fonde M. Claude Perrier, et le retour au N.M.P.P. de la distribution du Parisien libéré de Paris permettront le dégellement de quelque quarante-vingt postes.

M. Mottin propose d'autre part au personnel actuel et à venir du Parisien libéré de Paris, dans la mesure du possible, de leur proposer une prime de départ.

Le Parisien libéré présente, depuis un certain temps, les signes d'une mutation. On sent que les titres politiques ont fait leur apparition en page « une », le plus souvent en bas de page ou en « manchette », il est vrai, mais l'usage en avait pratiquement disparu, même du temps du général de Gaulle. En outre, le titre principal n'est plus choisi en général parmi les crimes « crapuleux » ou les faits de société (drogue, philie, etc.), qui avaient la faveur de M. Millien Amaury. Les commentaires et même les titres lapidaires sur les faits ou méfaits mis au seul passif des jeunes ou des étrangers ont disparu. L'accession de M. Claude Baillargue au fauteuil de président — à défaut de dénouer le conflit avec le Livre — semble en rapport direct avec ce changement rédactionnel du Parisien libéré.

Les préoccupations moralisatrices du journal ne sont pas exclues pour autant, et il continue de citer en exemple les régimes ou associations réclamant le maintien de la peine de mort. On trouve l'exemple du président Carter, qui s'est fait inscrire à la parolaise de la première église baptiste de Washington et qui a fait savoir qu'il enseignera de temps en temps le catéchisme aux enfants. — C. D.

Continué par Georges Conso

A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Autour d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de la pinède : « Ici le terrain de la Nature. Aussi, tout a été fait pour l'épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver cet et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier ».

Le charme du petit port de Saint-Mandrier. Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la Pinède Saint-Georges est faite pour vous. Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la Pinède Saint-Georges est faite pour vous.

Pour recevoir la documentation gratuite en couleur, envoyez ce bon à M. J. L. 47, rue Hoche - 75008 Paris - Tél. 824 42 63

Nom : _____ Adresse : _____

Tél. : _____

Naissances

M. Paul Mingasson et Mme. née Anne Gilet, ont célébré la naissance de leur fils, Arthur, le 12 février 1977.

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

Mariages

Alain Motard, Chantal de Lisle, ont célébré la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

Décès

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

Erreurs

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

Bienfaisance

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

Communications diverses

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

combien gagne un secrétaire ?

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

secrétaires

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

un nouveau cadre

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

la nouvelle collection

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

boutique pierre balmain

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

LENTILLES DE CONTACT :

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

PRIX DE GROS

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

TARIF N° 1 1977

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

CHAMPAGNES

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

La Tunisie ?

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

des vacances en Tunisie

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

LA TUNISIE - UNE TERRE - DES HOMMES

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

TUNISIE CONTACT

M. et Mme Christian R. Arnaud et Anne-Charlotte ont annoncé la naissance de leur fille, Leticia, le 12 février 1977.

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 296-02-25

Nom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

U.C. 981

La Ligue de l'enseignement, qui réunit trente-huit mille associations, des locales socio-culturelles, et que les responsables ont baptisée « un groupe de pression » en faveur d'un « service national d'éducation permanente », a présenté deux propositions pour faire une place plus large à toutes les associations, et a fait part de leurs réponses au cours d'une conférence de presse.

La Ligue propose la création de conseils locaux du développement social et culturel, purement consultatifs. Ils auraient pour tâche de déterminer tout ce qui peut, en matière d'activités socio-culturelles, nécessiter une intervention municipale, la création de services ou d'équipements.

Le conseil municipal, ayant déterminé un programme à partir de ces informations, pourrait passer un contrat comportant des règles strictes avec des associations pour des missions précises. Les associations s'engageraient à ouvrir le service à tous, et pas seulement à leurs adhérents, à s'interdire tout prosélytisme, à accepter un contrôle du public sur leur travail et une «rentrée» du contrat au terme de celui-ci; enfin, à donner aux usagers le moyen de faire connaître leur avis sur le fonc-

« Ce n'est pas seulement », le conseil et le contrat, permettraient aux municipalités, selon la Ligue, de « mieux connaître les besoins de la population » (« les élus n'ont pas les yeux fermés pour connaître la réalité », a déclaré M. Clément Pieuchot, député national) et « coordonner les initiatives sans restreindre la liberté des associations. Selon M. Pieuchot, la prise en charge des « services d'entretien » des élus locaux.

**Le S.G.E.N. et la C.F.D.T.
sont hostiles à la suppression
des classes le samedi matin**

Le «ser» des rythmes scolaires
 la durée de la semaine scolaire
 et vacances scolaires — doit faire
 l'objet d'un conseil restreint le
 jeudi 17 février. Comme d'autres
 organisations (le Monde des 9 et
 10 février), le Syndicat général
 des enseignants du 1^{er} degré (S.G.E.N.
 C.F.D.T.) a adressé au ministère
 de l'éducation ses observations à
 ce sujet. ■ S.G.E.N. précise
 que les «séquences»
 horaires «doivent» être
 en fonction de l'activité exercée
 et non tronquées mécaniquemen-
 t et fausement adaptées à
 l'âge des jeunes (...). La réparti-
 tion des disciplines dans la jour-
 née doit être «juste» et «logique»
 systématique (...). Un véritable
 travail interdisciplinaire doit
 conduire à relativiser cette ques-
 tion. La journée continue (...) ne
 saurait à brève échéance être
 le cadre d'un véritable éclatement
 de la vie scolaire (ouverture
 d'activités scolaires sur l'extérieur
 et des locaux scolaires sur d'au-
 tres activités)». ■

■ En opposition à la
 concentration de la semaine so-

... le samedi, nous pourrions libérer
 le samedi. Il lui semble d'ailleurs
 part, remarquable de l'expérience
 la division de l'année scolaire en
 deux parties : l'une fin (d'octobre
 à avril), l'autre mobile (de mai à
 septembre), au cours de
 laquelle on joue le temps de congé
 serait au choix des enfants et des
 enseignants. Mais la durée
 annuelle des congés devra rester
 la même qu'aujourd'hui ».

La C.F.D.T. de son côté, précise
 que « les actions doivent être
 organisées dans le système
 éducatif, lui-même, elles doivent
 être conçues en fonction des
 besoins de la vie sociale et les contrain-
 tes de l'enseignement ». Dans le
 système actuel, ajoute-t-elle,
 toutes les actions sont rem-
 pliées pour favoriser l'édition, la
 culture, la culture, la culture.

La C.F.D.T. s'oppose à la suppres-
 sion des classes du samedi matin :
 « Les familles n'ont pas le pou-
 voir de gagner le temps de l'école
 et le temps de l'école du samedi peut
 être utilisé pour des actions
 constructives avec les enseignants ».

Signature de la convention entre le secrétariat d'État et la Fédération

- Une classe pour chaque département
- Un centre national dans la région parisienne

MM. Jean-Pierre Soisson, ~~ministère~~ **ministère** d'Etat à la jeunesse et aux sports, et Fernand Sastre, président de la Fédération française de football (F.F.F.), ont ~~signé~~ **signé** ce mercredi 19 février, à Auxerre, une convention définissant les ~~droits~~ **droits** et les obligations de ~~chaque~~ **chaque** pour une période de quatre ans (1977 à 1980). Cette

552 700 en 1976, une progression de 17,5 % par rapport à 1975. Les jeunes — les plus importants poussins — pour l'objectif de 1 600 000 en 1980, est utopique. Les problèmes les plus aigus sont désormais ceux de l'encadrement et des équipements. La multiplication des stages réservés aux jeunes permet de tripler le nombre d'animateurs en quatre ans, mais

plus de 12 000 techniciens pour le service technique national comprennent un directeur, sept sous-directeurs, trente et un conseillers techniques régionaux et quatorze conseillers techniques départementaux, mais seuls huit nouveaux postes de conseillers techniques départementaux sont prévus pour 1977.

Pour développer les petits équipements, la F.A.P. avait déjà pris l'initiative de mettre en plan-type

• **Participer** aux concours internationaux ; la promotion et la formation des entraîneurs ; la création de nouveaux clubs ;
 • **Encadrer** l'implantation de nouvelles équipes nationales de chaque département d'une manière ou d'une autre de premier rang ;
 • **Organiser** des tournois nationaux (C.A.F.) destinés aux meilleurs joueurs de chaque pays afin de leur offrir un entraînement hebdomadaire ;
 • **Continuer** la mise en place auprès des clubs département les championnats nationaux, les centres de formation et jeunes joueurs sous la supervision de la Direction technique nationale ;
 • **Étudier** la situation dans la région par rapport aux centres nationaux et régionaux ;
 • **Organiser** l'entraîneur national et régional ;
 • **Organiser** les équipes réserves aux sélections nationales, aux équipes nationales, aux arbitres, aux dirigeants.

Le secrétaire général de la jeunesse et aux sports Pichon a dit :
« Nous suivons une progression constante en France des sports dans le monde. Nous sommes à la direction technique nationale, à la direction des sports professionnels, à la préparation olympique et aux relations internationales.
« Nous avons la culture du sport et des techniques pour tous les sports, nous avons la culture de la discipline, le rythme de la compétition ne devant pas être interrompu en 1977.
« Inciter les entreprises à édifier les équipements de leur industrie en développement du sport en associant les entreprises complémentaires, les entreprises sportives corporatives sous diverses formes, équipements aussi également utilisés, dans la mesure des possibilités, par les établissements scolaires ».

DEUX CENTS CHERCHEURS
ONT MANIFESTÉ
AU SIÈGE DU C.N.R.S.

Près de deux cents personnes ont participé, mardi 11 février, à la manifestation organisée au fin de matinée, dans les locaux de la direction générale du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), quai Anatole France, à Paris, à l'appel du Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.). Les participants ont protesté contre la dégradation des conditions de vie et d'exercice du métier de chercheur.

Une délégation d'une dizaine de personnes a été reçue par le chef du bureau administratif de l'Institut de physique atomique, où elle a remis une pétition signée par deux mille trois cents chercheurs, qui rappelle notamment les revendications des personnels concernant la titularisation, l'intégration des personnes à statut universitaire, la hausse de la rémunération des chercheurs.

Les conférences de carême à Notre-Dame de Paris

Pour un dominicain — l'ordre des frères précheurs — parais de Jésus-Christ devant plusieurs centaines de milliers de personnes dont le tiers est incroyante, qu'il n'y a pas de frère Bernardin, mais pour la France, les assurances le carême — l'ordre de Notre-Dame de Paris est conscient de ce privilège. On ne s'adresse pas à un autre sort de la même façon qu'à un petit reste — on l'aîné à l'intérieur des Eglises.

Notre civilisation, dira-t-on, est si belle, que les autres temps ; elle résiste au message religieux. Ce n'est pas à l'aise à Dieu d'une manière déshumanisée ; l'homme confie à l'homme ; l'homme confie à l'homme. Le Christ, quant à lui, respectueux de

breit — l'horizon fabrique par l'homme. Dist, le se repaît. Il est — comme — toujours nous ; ce n'est — une étoile. L'homme se déplace par son sein de la terre — l'âme d'Adam — remède.

HENRI FESQUET.

★ — le général Jésus-Christ ou rien, le frère Bernard Bore parais — l'ordre de Notre-Dame de Paris le carême à 16 h. 46, du 27 février au 3 avril. Ces exposés seront retravaillés par le frère Bernard Bore, de Bayard-Frères publient chaque conférence (N 2). Abonnements — l'académie, 20 fr. On peut se procurer des livres — l'académie, 20 fr. — Edt. Diétrich ; deux conférences par l'académie ; les trois conférences — l'académie, 20 fr.

• Une **analyse** de cas d'hépatite virale ont été recensés depuis le 20 janvier parmi les habitants de Labégue-de-Vals (Ardèche). Les analyses effectuées par la Direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) ont permis de constater la présence de germes dans l'eau potable distribuée à la population de la localité. La DASS a demandé à la population de Labégue de **faire** bouillir l'eau pour éviter de **se** javeuilliser. L'absence de l'entretien des robinets.
 D'autre part, le **préfet** de l'Ardèche, M. Gouyou-Beauchamps, a décidé de **fermer** les écoles à Labégue jusqu'au lundi 21 février, afin de **faire** procéder à la désinfection des locaux.

Hôtel Régina
3 et 4 MARS
de 9 à 18 heures

séminaire :

L'ERGONOMIQUE

animé par :
M. le Professeur CHAPTAL de CHATELoup

Conception, correction et aménagement de l'informatique d'après les facteurs humains.

Inscriptions et renseignements :
BUREAU D'ERGONOMIQUE
10, avenue du Général-Leclerc,
67014 Paris. Téléph. : 340-25-01.

Sous le titre général « Laissez-moi tenter par Dieu », l'abbé Pierre Talec prononcera les homélies de carême au cours des missions « Le jour du Seigneur » : le 27 février : « De la tentation la passion » ; le 6 mars : « Des forces de mort qui défigurent aux forces de vie qui transfigurent » ; le 13 mars : « De l'inconséquence de l'homme à la patience de Dieu » ; le 20 mars : « Du fils prodigue au père prodige ».

THONY 2000
★ ★ **SION**



Valais-Suisse

A THONY 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins: santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Sûr et à vallois. Vue panoramique 320°. Saisonnement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p.
à partir FF 68 000.-


Service ■ location ■ disposition ■ chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE
Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THONY-PROMOTION SA
CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH

● Nom _____ Prénom _____ ●
● _____ ●
● Lieu/No postal _____ ●
● _____ ●
● Tél. privé _____ Tél. prof. _____ ●

Samaritaine Capucines

 *Samaritaine de Paris*
27, BOULEVARD DES CAPUCINES, PARIS - TEL. 261.67.05

mercredi 16
jeudi 17 vendredi 18
samedi 19 Février

**SOLDES
ET
OCCASIONS
POUR HOMMES
ET JEUNES GENS**

Chemises, Cravates, Écharpes
Robes de chambre, Bonneterie
Vestons, Pantalons, Pardessus
Imperméables, Mouchoirs
Gants, Chaussures, etc.

Prix extraordinaires

offres d'emploi

NATEL
des arts et métiers de la République
 11, rue de la République
 69001 LYON 1

jeunes ingénieurs

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

ingénieurs commerciaux

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

ingénieurs techniques

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

ingénieurs techniques

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

ingénieurs commerciaux

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

ingénieurs techniques

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

EMPLOI

Un Ingénieur Electronicien

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

Un Ingénieur Electricien

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

Un Ingénieur Electricien

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

Un Ingénieur Electricien

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE

pour postes de responsabilité dans les entreprises industrielles et commerciales.

EMPLOI

affres d'emploi

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

res d'emploi

Renon Bernard Cetre

Interne

NGUE anglais-français

TERHERAN - IRAN

Comptables d'Agence

MOYEN-ORIENT et

RIQUE FRANCOPHONE

ables de Chantier

ANGUE anglais-français

MOYEN-ORIENT

ingénieur ou

chnicien genie civil

ROBERT FRANCE

CAHIRE COMMERCIAL

INGENIEURS COMMERCIAUX

ORGANISATION

CHEF DE PROJET

Secrétaires

Secrétaires de direction

GROUPE DE PRESSE
Centre Paris
recherche pour Direction Générale

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
ayant plusieurs années d'expérience professionnelle. Excellente sténodactylo bilingue. Horaires se terminant à 18 heures minimum.

ÉCRIRE : S.G.P., 12, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Secrétaires

LOGARX
Informatique
recherche

UNE SECRÉTAIRE-STÉNOGRAPHISTE
OU
STÉNOGRAPHISTE
CONFIRMÉE

Expérience de secrétaire « Maintenance » appréciée.

12e mois - 3 X 5.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. photo et prêt. sous scellé, 401 à la direction de Personnel, 79, avenue Armand-Brémond, 91190 ARCEVILLE.

Secrétaires

Secrétariat
NATIONALITÉ ANGLAISE
OU AMÉRICAINE

STÉNOGRAPHISTE BILINGUE
capable initiatives et contacts haut niveau. Sérieuses réf. exigées. Écrire au photo. C.V. et salaire sous. A. GELIN, 20, r. de Brouillart, 75016 PARIS (qui transmettra) - MERCI.

Secrétaires

Secrétariat
NATIONALITÉ ANGLAISE
OU AMÉRICAINE

STÉNOGRAPHISTE BILINGUE
capable initiatives et contacts haut niveau. Sérieuses réf. exigées. Écrire au photo. C.V. et salaire sous. A. GELIN, 20, r. de Brouillart, 75016 PARIS (qui transmettra) - MERCI.

Secrétaires

Secrétariat
NATIONALITÉ ANGLAISE
OU AMÉRICAINE

STÉNOGRAPHISTE BILINGUE
capable initiatives et contacts haut niveau. Sérieuses réf. exigées. Écrire au photo. C.V. et salaire sous. A. GELIN, 20, r. de Brouillart, 75016 PARIS (qui transmettra) - MERCI.

Secrétaires

Secrétariat
NATIONALITÉ ANGLAISE
OU AMÉRICAINE

STÉNOGRAPHISTE BILINGUE
capable initiatives et contacts haut niveau. Sérieuses réf. exigées. Écrire au photo. C.V. et salaire sous. A. GELIN, 20, r. de Brouillart, 75016 PARIS (qui transmettra) - MERCI.

demandes d'emploi

CADRE DE BANQUE - 33 ans

- 8 ans exp. exploitation et commerce ext.
- Formation supérieure et autodidacte.
- Goût des contacts, sens de l'organisation et de l'efficacité, pédagogie.
- Bonnes connaissances comptables, juridiques, fiscales et gestion d'entreprise.
- Allemand - Espagnol.
- Italian - Russe.
- Rémunération annuelle actuelle : 120.000 F.

Écrire : M. 08.459 M. REGIN-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

37 ans - ARCHITECTE INTÉRIEUR

CHATELAIN

- SPECIALISTE des spectacles (Ch.-Styves), musées, centres expo (Montparnasse, Beaubourg), hôtels, bureaux, résidences (Cote d'Azur), etc.
- Collectifs et individuels de standing.
- Libre de tous engagements.
- DISPONIBILITÉ totale et immédiate pour plusieurs projets.

Écrire : M. 08.459 M. REGIN-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, Paris (20), qui transmettra.

CHAUFFEUR DE DIRECTION

PERMIS GRANDE REMISE
38 ans

Écr. : M. 08.459 M. REGIN-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

travail à domicile

Demande

Part. ch. travail d'assistance à domicile. Personne âgée, 65 ans, 10 ans de l'expérience, 5 r. des Italiens, 75002 Paris-9.

information emploi

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'Information pour le Développement de l'Emploi) vous propose un GUIDE COMPLET (200 pages) :

- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- Les graphiques et les plumes.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré avec plans d'action détaillés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.
- Pour informations, écr. CIDEM, 10, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

automobiles

MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

- Du vendredi 17 h. au lundi 08 h. les locations de voitures particulières sont facturées que pour 2 journées.
- Location "à l'heure" très utiles.
- Tout LONGUE DURÉE, pour locations à partir de 4 mois.

PARIS : 101, rue de Valenciennes (127) 076.32.90
102, rue de Valenciennes (127) 076.32.90

LYON : 179, rue de la République (127) 076.32.90

MARSEILLE : 179, rue de la République (127) 076.32.90

AGENCES EN FRANCE

L'immobilier

appartements vente

Paris

BUTTES-CHAUMONT
120 m² sur parc, soleil, confort, 200.000 F. - 75016 Paris.

PLAGE DES VOSGES
TR. BEAU P. 102. CALME, SOLEIL, VERDURE. - 75016 Paris.

MARAI
Imm. Louis-XIII, 100 m², 2 étages, 200.000 F. - 75016 Paris.

7° - BRETEUIL
De bel imm. P. de T. 4 étages, 200 m², 200.000 F. - 75016 Paris.

15° - LE MODIGLIANI
27/29, rue de l'Abbaye-Groult, 2 étages, 200 m², 200.000 F. - 75016 Paris.

JOR & C° - Tél. 766-25-32
CAMBONNE - 75016 Paris.

BEAUX-ARTS
27/29, rue de l'Abbaye-Groult, 2 étages, 200 m², 200.000 F. - 75016 Paris.

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
27/29, rue de l'Abbaye-Groult, 2 étages, 200 m², 200.000 F. - 75016 Paris.

VAUGIRARD
5 P. de T. 4 étages, 200 m², 200.000 F. - 75016 Paris.

locations non meublées

Paris

LA MOTTE-PIQUET
Réc. 2 et 3 p. 11 ch. Bon état. 300.000 F. - 75016 Paris.

MONTEBELLO
Beau 4 p. 11 ch. Bon état. 300.000 F. - 75016 Paris.

17° STUDIO
Tout confort, 100 F. charges. - 75016 Paris.

17° STUDIO
Tout confort, 100 F. charges. - 75016 Paris.

17° STUDIO
Tout confort, 100 F. charges. - 75016 Paris.

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT ?

INFORMATION LOGEMENT

525 25 25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat. Un service entièrement gratuit.

Centre Etelle
48, avenue Kléber, 75116 Paris.
525.25.25

Centre Maine
210, avenue du Maine, 75014 Paris.
525.25.25

constructions neuves

XVII°
Studios, 2 et 3 pièces. Habitations d'été 1977.

VINCENNES
IMMOBILIERE FUTURE

NEUILLY (MAIRIE)
Tous types de constructions.

2 PIÈCES
25 m² ENVIRO

NEUILLY DUPLEX
250 m²

NEUILLY
250 m²

NEUILLY
250 m²

locations meublées

Paris

CHERCHER à LOUER STUDIO
15 arr. ou limitrophe. Ecr. : M. 08.459 M. REGIN-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris-9.

URGENT
Part. ch. 2 ou 3 p. 11 ch. Bon état. 300.000 F. - 75016 Paris.

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures

233.44.21

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
15 FÉVRIER

La baisse s'accroît

Le mouvement de recul des valeurs françaises s'est nettement accentué ce mardi à la Bourse de Paris, où l'activité est cependant demeurée particulièrement réduite.

Les baisses n'ont jamais atteint une ampleur importante, mais — ce qui est peut-être plus inquiétant — plus d'une centaine de titres ont été touchés par le mou-

Le compartiment de la construction électrique a subi les plus gros dommages, mais la construction mécanique, la métallurgie, les pétroles et le bâtiment, n'ont guère été mieux lotis. Aux valeurs chimiques, seule C.M. Industries a pu tirer son épingle du jeu. Les banques ont dominé la tendance des établissements de crédit et de l'alimentation, où quelques légères hausses ont cependant été relevées (U.C.B., Cédélec, Mumm, Radex).

Les reculs les plus sensibles ont été enregistrés par Métallurgique de Normandie (- 5 %), A.D.G. (- 4,5 %) et C.E.M. (- 4 %).

Tirer une conclusion valable d'une telle séance serait peu judicieux : dans la plupart des cas, il a suffi de quelques centaines (quelques dizaines parfois) de titres à la recherche d'un acquiescement pour aboutir à ce résultat. Le débat public sur les nationalisations éventuelles après une victoire de la gauche, aurait-il ramené à la Bourse de Paris l'immensité de consultations électorales ? Personne, au Palais Brongniart ne l'aurait oublié. D'où, sans doute, le peu d'empressement à l'achat d'actions...

Aux valeurs étrangères, le redressement de Wall Street s'est répercuté sur la tenue des américaines, toutes formes, tandis que les allemandes demeuraient hésitantes. Les mines d'or se sont généralement effritées.

Sur le marché de l'or, 125 lin-

gots ont été échangés à 21 940 F contre 21 895, et 1 200 napoléons, à 233,90 F contre 232,10. Le volume d'échanges s'est établi à 4 millions de francs contre 2,43 millions de francs.

LONDRES

NEW-YORK

Nouvelle avance

Le marché poursuit sa remontée, mais avec peu d'affaires. Les industrielles gagnent jusqu'à 8 points (Unilever). Permats des pétroles et des fonds d'Etat. Stabilité des mines d'or.

VALUES	CLOSURE 15/2	COWES 18/2
Wier Loan 3 1/2 %	37 7/8	37 7/8
Banque	388	400
British Petroleum	914	914
Shell	496	496 1/2
Vickers	148	149
Imperial Chemical	330	334 1/2
Comptons	90	101
De Sars	199	197
Western Malt & Ales	12 1/4	1 1/4
Rio Tinto Zinc Corp.	176	176
*West Driffield	15	14 7/8

Le redressement se poursuit

Le mouvement de reprise amorcé au début de semaine s'est poursuivi mardi. A Wall Street, où l'indi-

ow Jones s'est établi en clôture à 944,32 (+ 5,89 points). La séance a même été assez animée, 31,63 millions de titres ayant changé de main contre 19,33 millions la veille. Le nombre de hausses a dépassé celui des baisses par 872 contre 614.

Après six semaines de baisse quasiment compensées, les opérateurs anticipent une nouvelle hausse.

L'annonce d'un accroissement de 1 % des ventes d'automobiles durant la première décade de février, mais dans la perspective d'un rattrapage au cours de l'année des pertes occasionnées à l'économie par les effets de froid paraissent être les origines de ce changement d'attitude.

De fait, les constructeurs automobiles, les pétroliers, les chimistes sidérurgiques ont enregistré de bons scores.

INDICES QUOTIDIENS

	14 fév.	15 fév.
Valeurs françaises ..	95,5	94,7
Valeurs étrangères ..	97,5	97,9

C= DES AGENTS DE CHANGE
(Base 1901: 29 déc. 1901.)
Indice général 62,1 61,7

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DU MILI. — La société va absorber les Assurances du Groupe du Paris (A.G.P.) dont elle est l'hôte à 50 %, et devenir le holding central du groupe Paternella. Les modalités de l'opération, et notamment les parités, ne seront connues que fin mars. Les actions nets respectifs sont de 100 millions de francs pour l'A.G.P. et de 100 millions de francs pour la Compagnie du Midi. Cette dernière va distribuer, pour 1976, un dividende global de 48 F contre 45 F.

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. — Le bénéfice net de l'exercice 1976 s'élève à 39,37 millions de francs, contre 41,97 millions de francs en 1975. Le dividende global sera au moins égal au précédent (7,50 F par action).

CIT-ALCATEL. — Le résultat net courant avant impôt exceptionnel devrait enregistrer, pour 1976, une progression supérieure à celle du chiffre d'affaires (2-17 ex).

VALEURS	14/2	15/2
---------	------	------

in 1	55 1 8	52	—
in 2	63 4 3	64 3	—
in 3	63 4 3	64 3	—
in 4	51 5 8	51 5 8	—
in 5	730 3 4	721 5	—
in 6	73 12 7	73 12 7	—
in 7	62	62	—
in 8	51 1 8	50 3	—
in 9	51 1 8	50 3	—
in 10	32 1 8	32 1 8	—
in 11	70 12 1	71 3 3	—
in 12	52 1 4	52 1 4	—
in 13	52 1 4	52 1 4	—
in 14	34 1 4	34 1 4	—
in 15	27 1 8	27 1 8	—
in 16	64 3	64 3	—
in 17	64 3	64 3	—
in 18	64 3	64 3	—
in 19	64 3	64 3	—
in 20	64 3	64 3	—
in 21	64 3	64 3	—
in 22	64 3	64 3	—
in 23	64 3	64 3	—
in 24	64 3	64 3	—
in 25	64 3	64 3	—
in 26	64 3	64 3	—
in 27	64 3	64 3	—
in 28	64 3	64 3	—
in 29	64 3	64 3	—
in 30	64 3	64 3	—
in 31	64 3	64 3	—
in 32	64 3	64 3	—
in 33	64 3	64 3	—
in 34	64 3	64 3	—
in 35	64 3	64 3	—
in 36	64 3	64 3	—
in 37	64 3	64 3	—
in 38	64 3	64 3	—
in 39	64 3	64 3	—
in 40	64 3	64 3	—
in 41	64 3	64 3	—
in 42	64 3	64 3	—
in 43	64 3	64 3	—
in 44	64 3	64 3	—
in 45	64 3	64 3	—
in 46	64 3	64 3	—
in 47	64 3	64 3	—
in 48	64 3	64 3	—
in 49	64 3	64 3	—
in 50	64 3	64 3	—
in 51	64 3	64 3	—
in 52	64 3	64 3	—
in 53	64 3	64 3	—
in 54	64 3	64 3	—
in 55	64 3	64 3	—
in 56	64 3	64 3	—
in 57	64 3	64 3	—
in 58	64 3	64 3	—
in 59	64 3	64 3	—
in 60	64 3	64 3	—
in 61	64 3	64 3	—
in 62	64 3	64 3	—
in 63	64 3	64 3	—
in 64	64 3	64 3	—
in 65	64 3	64 3	—
in 66	64 3	64 3	—
in 67	64 3	64 3	—
in 68	64 3	64 3	—
in 69	64 3	64 3	—
in 70	64 3	64 3	—
in 71	64 3	64 3	—
in 72	64 3	64 3	—
in 73	64 3	64 3	—
in 74	64 3	64 3	—
in 75	64 3	64 3	—
in 76	64 3	64 3	—
in 77	64 3	64 3	—
in 78	64 3	64 3	—
in 79	64 3	64 3	—
in 80	64 3	64 3	—
in 81	64 3	64 3	—
in 82	64 3	64 3	—
in 83	64 3	64 3	—
in 84	64 3	64 3	—
in 85	64 3	64 3	—
in 86	64 3	64 3	—
in 87	64 3	64 3	—
in 88	64 3	64 3	—
in 89	64 3	64 3	—
in 90	64 3	64 3	—
in 91	64 3	64 3	—
in 92	64 3	64 3	—
in 93	64 3	64 3	—
in 94	64 3	64 3	—
in 95	64 3	64 3	—
in 96	64 3	64 3	—
in 97	64 3	64 3	—
in 98	64 3	64 3	—
in 99	64 3	64 3	—
in 100	64 3	64 3	—

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15/2	18/2
dollar (on year) ..	393 826	234 500

Jeux du marché monétaire

Eight prints 3 3/4 %

BOURSE DE PARIS - 15 FÉVRIER - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL		COURS COTÉS		COURS 16 2		DEUX BILLETS échangés		COURS 16 2		COURS 16 2		COURS 16 2	
Canada (95 %)	4 876	4 979	4 98										
Etats-Unis (100 %)	4 876	4 979	4 98										
France (100 %)	207	207	206	206	206								
Angleterre (100 %)	28 210	28 255	28 255	28 255	28 255								
Belgique (100 %)	13 552	13 556	13 556	13 556	13 556								
Allemagne (100 %)	13 552	13 556	13 556	13 556	13 556								
Espagne (100 %)	7 235	7 235	7 235	7 235	7 235								
Grèce (100 %)	4 462	4 467	4 467	4 467	4 467								
Italie (100 %)	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845								
Portugal (100 %)	96 471	96 500	96 500	96 500	96 500								
Pays-Bas (100 %)	189 890	189 185	189 185	189 185	189 185								
Suisse (100 %)	117 320	117 320	117 320	117 320	117 320								
Japon (100 %)	117 320	117 320	117 320	117 320	117 320								
Australie (100 %)	117 320	117 320	117 320	117 320	117 320								

FINES | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

DES BILLETS DE 100 FR.		MARCHÉ LIBRE DE L'OR	
en francs suisses		MONTAIGNE	BOVES
		100 FR.	100 FR.
4 30	Or fin, pièce en lingots...	21250	21265
200 00	Or fin (d'au en lingots)...	21285	21300
13 20	Pièce française (20 fr.)...	222 10	222 00
13 20	Pièce française (10 fr.)...	254 00	254 00
7 82	Pièce italienne (20 fr.)...	187 20	187 50
7 82	Pièce italienne (10 fr.)...	150 40	150 40
6 125	Souverain...	182 50	182 50
6 125	Or fin 999,99...	187 20	187 50
6 125	Pièce de 10 dollars...	530	530
196 50	Pièce de 10 dollars...	942 50	942 50
196 50	Pièce de 10 dollars...	101 50	101 50
196 50	Pièce de 10 dollars...	284	282 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. PROCHE-ORIENT

— « La Liban entre la sou-
veraineté et l'occupation » (III),
par D. Pouché.
— La mission de M. Cyrus
Vance.

2-3. AFRIQUE

— MALI : après la visite de
M. Giscard d'Estaing.
— MAROC : un « rassemble-
ment national des indépen-
dants » sera prochainement
constitué.

4-5. EUROPE

B. ASIE

B. AMÉRIQUES

7-10. POLITIQUE

— La voyage de M. Berle dans
le Sud-Ouest.
— La préparation des élections
municipales.
— POINT DE VUE : « Natio-
nalismes, centralismes, in-
dépendance », par Bernard
Fessard de Foucault.

12. CULTURE

12. LETTRES

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 13 A 21

— Le tour des galeries : Dans la
banlieue du Grand Paris.
— L'OPERA DE PARIS : Le
Gustave Charpentier : la lutte des
classes.
— LES SPECTACLES DE L'ONCLE
JACOB : Un chemin trou-
veux encombré de questions.
— Les routes citadines de Vienne
du silence.

24. EDUCATION

— La Ligue de l'enseignement et
la vie communale.

24. RELIGION

— Les conférences de Corée.

24. SPORTS

28. JUSTICE

28. POLICE

28. D'UNE REGION A L'AUTRE

28. EQUIPEMENT

— A PROPOS DE... : l'améli-
oration de la sécurité routi-
ère.
— TRANSPORTS : la C.F.D.T.
craind que le canal Rhin-
Rhône s'aggrave la situation
de la S.N.C.F.

29-30. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— P.M.E. : M. Giscard lance
un appel à tous ceux qui
reclament d'une économie
et d'une société démocra-
tiques et libres.
— CONFLITS : grave dans une
P.M.E. du Nord.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22)
Annonces classées (25 à 28)
Aujourd'hui (22) : Carnet (22)
« Journal officiel » (22) : Météo
rologie (22) : Météo (22) :
Bourse (21).

M. DE SOUZA EST NOMMÉ AMBASSADEUR A LA HAYE

Le Journal officiel du jeudi
17 février annonçait la nomi-
nation de M. Robert de Souza
comme ambassadeur à La Haye.
Le remplacement de M. Luc de
La Barre de Nanteuil.

(Né en juillet 1921, ancien élève
de l'ENA, M. de Souza est entré
aux Affaires étrangères en 1949. Il a été
attaché à Damas et à Beyrouth,
puis conseiller technique auprès du
premier ministre en 1962. Après deux
années passées à l'administration
centrale (affaires nationales et
tunisiennes), il a été directeur du
cabinet de M. de Lamoignon, secré-
taire d'Etat aux affaires étrangères,
avant d'être nommé ambassadeur à
Téhéran en 1972.)

Le numéro du « Monde »
daté 16 février 1977 a été tiré
à 505 618 exemplaires.

(Publicité)
**RENTABILISEZ L'AUDIOVISUEL
DANS VOTRE ENTREPRISE :**
promotion, information,
formation,
séminaires.
MEDIA-FORMATION,
animés par Bernard PLANQUE,
ingénieur conseil.
Renseignements, programmes :
MEDIA - FORMATION
151, rue d'Alsace
75014 PARIS - Tél. : 542-31-13

A B C D E F G

LES TRAVAUX DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Une délégation soviétique ouvre avec la C.E.E. une négociation sur les droits de pêche

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes) — Bruxelles, ce mercredi 16 fé-
vrier, a été « première » diplo-
matique : une délégation soviétique conduite par
M. Ichkov, ministre de la pé-
che, engage des pourparlers
avec la Communauté en vue
de conclure avec elle de nou-
veaux accords de pêche. On
ignore dans quel esprit
l'U.R.S.S. qui jusqu'à pré-
sent ignorait la Commu-
nauté, aborde ces conver-
sations. Mais il est difficile
de ne pas considérer la venue
à Bruxelles de cette délégation
comme une étape importante
du processus devant conduire
à la normalisation des rela-
tions de Moscou avec la
Communauté européenne.

C'est à la fin de 1976 que les
Neuf ont décidé d'étendre leur
zone de pêche à 200 milles au
large des côtes et de gérer désor-
mais en commun leurs res-
sources. En décembre, le
conseil des ministres a décidé
d'élaborer complètement plusieurs
d'entre eux des eaux communau-
taires : Roumanie, Bulgarie, Cuba,
Japon. En même temps il a an-

noncé sa volonté de restreindre
l'activité d'autres pays, parmi
lesquels l'U.R.S.S., la Pologne et
l'Allemagne de l'Est. Des quotas
indiquant les prises maximales
autorisées ont été attribués
pour le premier trimestre 1977 à
chacun d'entre eux. En même
temps, ces pays étaient invités à
venir négocier de nouveaux ac-
cords avec la C.E.E. faute de
quoi, décidait-on, ils seraient à
leur tour expulsés des eaux com-
munautaires.

Dans un premier stade,
l'U.R.S.S. et les deux autres pays
de l'Est européen ont feint
d'ignorer cet avertissement ; au
contraire, ils ont déposé des docu-
ments plus nombreux que jamais
dans les eaux communautaires. En
janvier 1977, les Neuf, désireux
de ne pas perdre la face, ont
accusé leur pression et notifié aux
trois pays en cause que, doréna-
vant, un nombre limité de ba-
teaux — vingt-sept soviétiques,
six allemands, cinq polonais —
pourraient venir pêcher dans les
200 milles communautaires ; pour
ce faire il leur faudrait obliga-
toirement obtenir la délivrance
de licences par la C.E.E.

C'est alors que les Soviétiques
firent savoir aux Anglais — qui
assurent actuellement la pré-
sidence des travaux de la Commu-
nauté — qu'ils étaient prêts à
engager des pourparlers. Cher-
chaient-ils, en adressant direc-
tement à Londres, à ignorer
l'existence d'une négociation en
cours ? Ou bien, au contraire,
Neuf, aux termes de laquelle c'est
à la commission qu'il revient de
négocier au nom de la C.E.E. ?
Faut-il en outre préciser que
au bout du compte la formule
retenue implique une reconnais-
sance de la procédure commu-
nautaire : la délégation de la
C.E.E. est présidée par M. Orm-
sby, ministre d'Etat au Foreign Office,
en tant que représentant du pays
assurant la présidence, mais il
a été indiqué explicitement aux
Soviétiques que la commission —
en la personne de M. Gundelach
pour le coup d'envoi — partici-
perait activement aux discussions.
Ces deux précisions, c'est-à-dire
même les négociations en ce
domaine.

Une évolution

Pour apprécier l'importance de
ces premiers contacts officiels
entre l'Union soviétique et la
C.E.E., il convient de revenir à
l'arrière-pensée de la politique
commerciale de la Communauté
depuis sa création. C'est la
politique de la Communauté
commerciale qui a fait de la
Commission le bras armé de la
Communauté. Elle a permis de
conclure des accords de libre-
échange avec des pays tiers, de
réviser les accords bilatéraux
existants, de négocier avec les
Soviétiques et leur alliés ne
réagissent pas. En fait, Moscou
considère sans plaisir la pers-
pective d'une série d'accords
séparés qui pourraient nuire à
l'établissement de relations har-
monieuses avec la Communauté.
— la compétence communautaire

s'applique aux accords commer-
ciaux stricto sensu et non pas
aux accords de coopération éco-
nomique, plus importants en fait ;
si bien que le camp de l'Est pou-
rait impunément ignorer la dé-
marche communautaire.
Dès lors, les efforts de Moscou
ont visé à établir des liens entre
la Communauté et le Conseil
d'Organisation économique de l'Est.
C'est là, dans l'esprit des exis-
tences du Kremlin, un moyen de
renforcer le prestige de cette
institution qui contrôle, et en
même temps d'éviter l'établisse-
ment de contacts directs, aux
conséquences imprévisibles, entre
Bruxelles et chacune des démoc-
raties populaires. En février 1976,
le secrétaire général du Comecon
invita la Communauté à négocier
un accord ambitieux incluant des
dispositions commerciales. En no-
vembre 1976, les Neuf donnèrent
une réponse aimable mais néga-
tive. La Communauté se déclare
prête à négocier avec le Comecon
un mini-accord destiné à établir
des relations de travail, mais
pour l'essentiel, à savoir le com-
merce, elle rappelle sa position
ancienne : hostile à des relations
de bloc à bloc, elle entend
conclure des accords avec chacun
des pays de l'Est. Lors d'une
réunion du Comecon, en janvier,
à Cuba, ces contre-propositions
sont jugées décevantes. Il y a
quelques jours, le secrétaire gé-
néral du Comecon a demandé une
cette réponse de la C.E.E., sans
plus.

Pourquoi les autorités de Mos-
cou, jusqu'ici si réticentes, qui
elles acceptent, à propos de la
pêche, ce qu'elles avaient préce-
demment refusé, à savoir l'ou-
verture de négociations directes
avec la C.E.E. ?
Il est certain que les restrictions
décidées par les Neuf à leur en-
contre en matière de pêche affec-
tent les Russes. Mais à part les
considérations politiques, il n'y
a — contrairement à ce qui
s'est passé à propos de la con-
clusion d'accords commerciaux —
un intérêt économique évident à
négocier avec la C.E.E., car un refus
aurait pu entraîner une expulsion
des eaux communautaires. Même
si une telle décision n'était pas
immédiatement prise d'effet, elle
aurait constitué un précédent
dangereux : des pays tiers, no-
amment africains, ne seraient-
ils pas tentés de s'en prévaloir
pour évincer eux aussi de leurs
eaux les chalutiers soviétiques de
plus en plus actifs ?

En outre, les alliés de Moscou
qui traversent déjà des difficul-
tés économiques sérieuses, sont
très soucieux de conclure des
accords de pêche avec la C.E.E.
Les Roumains ont déjà engagé
des pourparlers ; les Polonais ré-
alisent la même intention. En
prenant les devants, les Russes
peuvent espérer conserver le « lead-
ership » de l'opération. Enfin,
la perspective de relations plus
difficiles avec la nouvelle admi-
nistration américaine a pu con-
duire les Soviétiques à estimer
plus nécessaire que jamais
l'établissement de relations har-
monieuses avec la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

APRÈS DEUX JOURS DE RÉUNIONS

Les ministres des Neuf ont reporté à plus tard le choix des programmes futurs de l'Agence spatiale

Commencée la veille, la réunion
du conseil des ministres de
l'Agence spatiale européenne s'est
terminée mardi 15 février à Paris,
apparemment sans grand résultat.
Les ministres ont adopté deux
résolutions. L'une porte sur les
relations extérieures de l'Agence.
La seconde précise que l'Agence,
qui assume pour les systèmes
spatiaux préopératoires « l'en-
tière responsabilité de leur concep-
tion, de leur développement et de
leur exploitation », limitera ses
activités opérationnelles « en les
concentrant sur la mise en orbite et
en contrôle orbital des satellites
ou systèmes de transports spa-
tiaux et de la fourniture d'une
assistance technique ». Ce sont les
utilisateurs de ces systèmes qui
auront en charge leur gestion et
leur exploitation.

Les ministres ont pris des déci-
sions de principe sur l'extension
du programme de télécommuni-
cations, la priorité allant à la
construction d'un second satellite
de navigation maritime Maros ;
la construction d'un second satellite
pour la recherche scientifique ;
la mise en orbite d'un second
programme. Il y a aussi accord de
principe pour développer les ac-
tivités d'étude des ressources ter-
restres, du réseau pour le réseau
de stations au sol. Pour les satel-
lites, l'accent devra être mis sur
des études comparées de son propre
projet et de celui qu'a présenté
la France.

Les autres programmes futurs,
tels la construction de six lau-
ceurs Ariane ou l'utilisation du
Spacelab, ont été renvoyés à une
réunion ultérieure. Il en est de
même pour le projet de la base
de Kourou et — facteur
essentiel — la fixation du niveau
de financement de l'Agence dans
le budget de l'Etat allemand, à ex-
primer son désir
de voir le budget global décroître

et se stabiliser vers 350 millions
d'unités de compte (1 250 millions
de francs) à partir de 1980. Sans
donner de chiffres précis, la
France a pris une position ana-
logue. Comme ces deux pays
continuent pour environ un tiers
chaque au budget global de
l'Agence, et qu'aucun autre pays
ne souhaite voir croître forte-
ment sa contribution, ce niveau
de financement sera sans doute
adopté. L'excédent souhaité 400
ou 450 millions d'unités de compte.
La réduction s'effectuera par
l'abandon de certains programmes,
mais imposera leur éche-
lonnement.

Rien n'est donc formellement
décidé, et après des consultations
entre l'excédent et les Etats
membres, une nouvelle réunion
des ministres devra avoir lieu,
en juillet ou à l'automne. L'éba-
uche de décisions concrètes n'em-
pêcherait pas l'atmosphère d'être à
l'optimisme. L'accord sur les di-
rections à suivre est facilité par
le fait que qu'on se soit mis
membres la convention de l'Agence
de ne pas participer à certains
programmes. De plus, les diver-
gences ne sont pas systématiques :
l'Europe spatiale ne s'est pas divi-
sée en deux blocs. Il est vrai que
le conseil n'a pas abordé le sujet
le plus controversé, qui était
pourquoi il y a un tel décalage
entre la répartition des tâches
entre les centres gérés par
l'Agence et ceux qui appartiennent
à proprement dits nationaux.

La Commission, qui bénéficie du
statut d'observateur, a exprimé
son désir d'adhérer à l'Agence.
Après l'annonce, qui a fait cette
réunion, il y a un tel décalage
entre la répartition des tâches
entre les centres gérés par
l'Agence et ceux qui appartiennent
à proprement dits nationaux.

MAURICE ARVONNY.

Malaise

Pour la première fois, le conseil
de l'Agence spatiale européenne
réunissait, lundi et mardi, « au
niveau des ministres ». C'est la
France qui avait demandé cette
réunion. Elle avait lieu à Paris, au
siège de l'Agence. Ministre de
l'Industrie et de la recherche,
M. d'Ornano n'avait que quelques
heures à faire pour s'y rendre, et l'on
prévoit encore récemment qu'il
assurait la présidence.
Les ministres de l'Agence, à de multiples
activités. Aussi a-t-on nommé un
secrétaire d'Etat « auprès du minis-
tre de l'Industrie et de la recher-
che », M. Claude Coullas. Les deux
hommes ont le même cabinet, ils
collaborent étroitement. Que M. d'Or-
nano renonce à rechercher ses
homologues européens et qu'il se
fasse remplacer par M. Coullas était
admissible, et fut admis.
Lundi à 15 heures, à l'ouverture
de la réunion, M. Coullas était
présent et prit la parole au nom de
la France. Mais, en fin d'après-midi,

après une interruption de séance, il
ne reparut pas. Il aurait eu,
paraît-il, un malaise. Mardi matin,
il n'était pas non plus là. Son indis-
position ne devait pourtant pas être
trop grave, puisque, mardi soir, il
participait à un débat radiodiffusé
à l'Assemblée nationale, où il se pré-
sente aux élections municipales.

Les ministres étrangers n'ont offi-
ciellement fait aucun commentaire,
bien que, en terminant la conférence
de presse qui suivait la réunion du
conseil, M. Hans Matthei, ministre
allemand de la recherche et de la
technologie, ait fait remarquer qu'il
était « le dernier ministre présent ».

Dans les coulisses, il n'en allait
pas de même, et un membre d'une
représentation étrangère trouvait
« décevant » qu'avec deux ministres
la France n'ait pu en déléguer
aucun à une réunion qu'elle
demande.

Il paraît que la politique française
est impopulaire — M. A.

Les obsèques de Bernard Lafay

Les obsèques de Bernard
Lafay ont été célébrées mercredi
16 février à 11 heures à Notre-
Dame de Paris. Le cercueil, drapé
de tricolore, était recouvert d'une
serre de fleurs blanches. Un cou-
sineau portait la croix de comman-
dant de la Légion d'honneur du défunt.

Sur la gauche du chœur, au
premier rang, M. Raymond Barre,
premier ministre, était entouré
par les présidents des deux Assem-
blées, MM. Alain Poher et Edgar
Faure.

D'arrière eux, sur des chaises
tendues de noir et blanc, les
membres du gouvernement
étaient assis côte à côte :
M. Guichard, Pons, Lemaire,
Lemaire, Bourges, Boulin, d'Orma-
nd, Anquetin et Mme Vell. Sur
le même rang se trouvaient
MM. Courvoisier, Chaban-
Delmas, Chirac et Frey, pré-
sident du Conseil constitutionnel.
Les membres du corps diplomatique
qui avaient pris place de l'autre
côté de l'autel.

La famille de Bernard Lafay
occupait la partie de gauche de
la nef, les membres du Conseil
de Paris, l'autre côté. Des Pa-
risiens anonymes remplissaient
presque totalement les bas-côtés.

Au cours de l'office qu'il célé-
bra, le chanoine Bernard archi-
vêque de Notre-Dame de Paris,
président du Conseil de Paris,
a lu la lettre de condoléances
de la C.E.E. et a lu la lettre de
condoléances de la C.E.E.

Dis-huit membres de la sec-
tion « France-Côte d'Azur » de la
Fédération pour le jeune théâtre (A.J.T.)
qui avaient occupé lundi les lo-
caux de la délégation régionale
du secrétariat d'Etat à la culture
d'Alsace-Provence (le Monde du
16 février), ont été défilés mardi
devant le tribunal des flagrants
délits. Ils ont été relaxés.

A la commission des droits de l'homme de l'ONU Double condamnation d'Israël pour sa politique dans les territoires occupés

Nations unies (Genève) (A.P.P.).
— La commission des droits de
l'homme de l'Organisation des
Nations unies a, mardi 15 février,
à Genève, une double condamnation d'Israël à
propos de sa politique dans les
territoires arabes occupés.
Le premier texte, adopté par
consensus par les trente-deux
délégués de la commission, y
compris ceux des Etats-Unis,
invite Israël à appliquer les
conventions de Genève sur le tra-
itement des civils en temps de
guerre dans « tous les territoires
arabes occupés, y compris le Liban-
salem ».

Le second texte, qui a nécessité
deux votes, prévoit notamment
que la commission discutera cet
été de la situation « dans tous les
territoires arabes occupés, y com-
pris la Palestine », ce qui inclut
donc Israël, mais sans préjudice
de l'ONU. Ce passage de la résolu-
tion a été adopté par 23 voix
pour, 8 voix contre et 1 absten-
tion. Les neuf membres occiden-
taux de la commission ont voté
contre (Etats-Unis, Canada,
Grande-Bretagne, R.F.A., Suède,
Italie, Costa-Rica et Uruguay), ou
se sont abstenus (Australie).

Dans la seconde résolution, la
commission condamne, d'autre
part, différentes « pratiques et
politiques » exercées dans les
territoires arabes occupés et
demande la libération de tous les
Arabes détenus pour leur lutte
pour autodétermination et la
libération de leurs territoires.

L'ensemble de la seconde réso-
lution a recueilli 23 voix pour.
Seuls s'y sont opposés les Etats-
Unis, le Canada et la Costa-Rica,
les autres Occidentaux s'abste-
nant.

Après le vote des deux textes,
l'ambassadeur d'Israël auprès de
l'ONU à Genève, M. Theodor
Meron, a déclaré à la presse que
c'était « une triste journée pour
les droits de l'homme ». La
commission, a estimé l'ambassa-
deur israélien, a adopté « un
document homophobe, fondé sur des
accusations qui n'ont reçu aucune
preuve, et qui encourage la reprise
des terroristes ».

Le diplomate a qualifié de
« scandaleux » qu'Israël soit
condamné par « l'Organisation qui
vient d'accuser de génocide, la
Syrie qui pend des terroristes de
l'Organisation de libération de la
Palestine sur les places publiques
et l'Egypte qui vient d'édicter des
mesures discriminatoires contre ses
contestataires ».

Le Mouvement contre le racis-
me, l'antisémitisme et pour la
paix (M.C.R.A.P.), rue Saint-
Denis, Paris-2^e, estime que « rien,
dans les propos de M. Giscard
d'Estaing, n'annonce une modifi-
cation de la politique française
vis-à-vis de l'Afrique du Sud
raciale », et réclame un « embargo
total » sur les armes.

Les Editions des Quatre-
Vents viennent de publier sous le
titre *Laïcs et théologues* et révo-
lution, un recueil de textes
révisés de 1969 à 1972 par
Abraham Serfaty à l'intention de
diverses revues. L'auteur analyse
les rapports entre la religion
arabe et la révolution, et la
situation faite aux laïcs orien-
taux en Israël. L'ouvrage est pré-
facé par M. Hans El Hassan,
membre du conseil révolution-
naire du Liban.

« Laïcs et théologues et révolution
arabe. Le recueil peut être com-
mandé à l'adresse : 7300 Genève.

150